UN NOUVEL HEBDO EN FÉVRIER 90
LE ML BIMENSUEL A PARTIR DE CE NUMÉRO

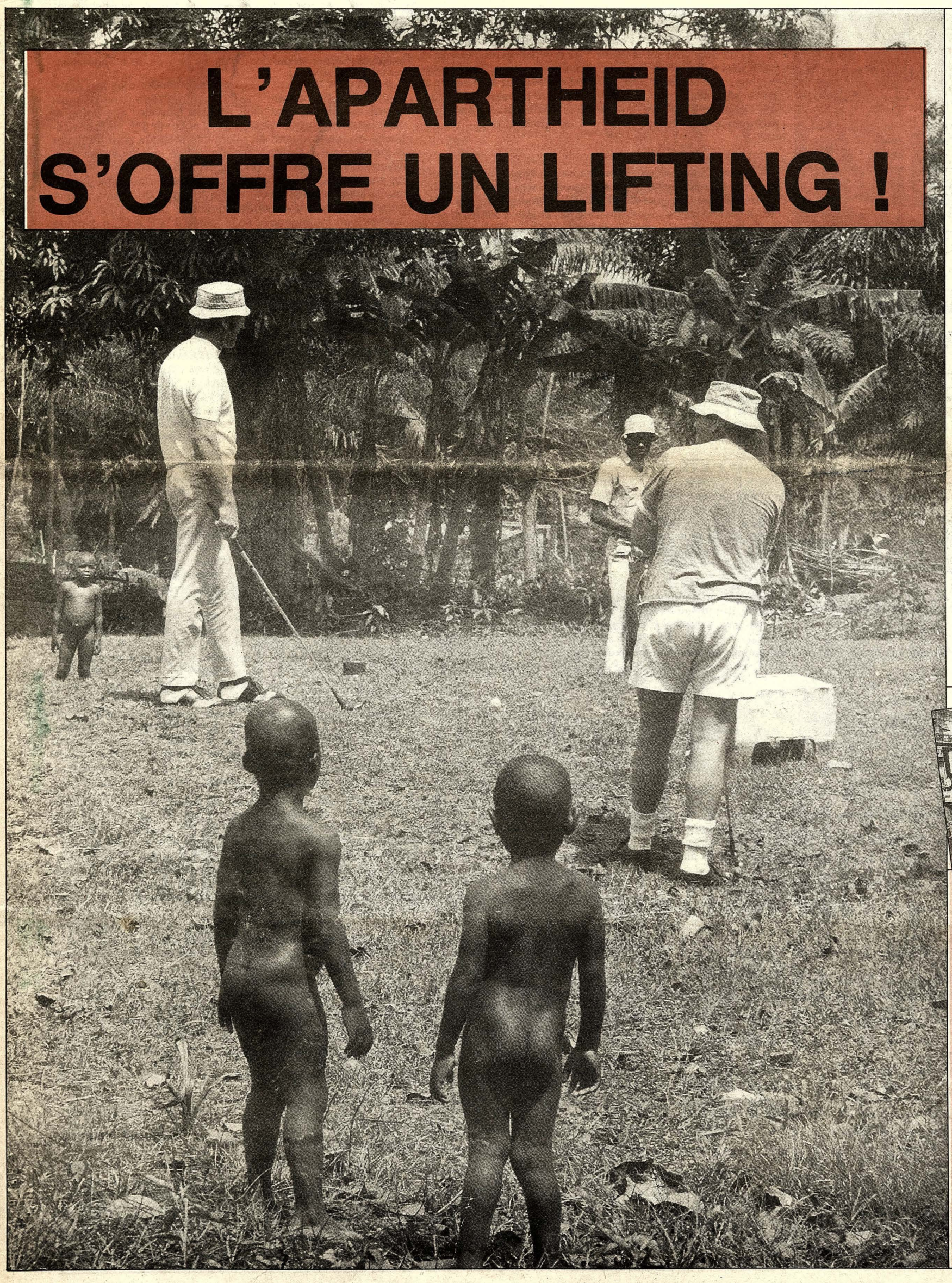
T2137 - 766 - 10,00 F
3792137010003 07660

ISSN 0026-9433

le monde libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N°766 JEUDI 26 OCTOBRE 1989 10,00 F

L'APARTHEID S'OFFRE UN LIFTING !



Communiqué

DÉCIDÉMENT Radio-Libertaire donne des démangeaisons aux pouvoirs publics, particulièrement quand ils sont socialistes. Radio libertaire dérange les conforts et les conformismes. Pour la troisième fois en huit ans, « *les bûcherons roses se lancent à l'assaut du chêne libertaire* ». Est-ce que R-L brouille son voisinage ? Non ! Est-ce que R-L pollue l'espace hertzien ? Non !

Mais, à l'inverse, depuis des mois, Radio-Libertaire est brouillée par ses deux puissantes voisines, Kiss FM et TSF 93, qui se sont vues attribuer une puissance de 40 kW. Que voulez-vous que fasse Radio-Libertaire : émettre avec une puissance légale de 4 kW et être inaudible, ou acquérir un matériel capable de se faire entendre ?

C'est bien sûr la deuxième solution qui a été retenue, ce qui ne plaît pas au CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel). Ce dernier, au lieu de chercher et trouver une solution satisfaisante, poursuit Radio-Libertaire (suspension de 10 jours) pour un crime abominable : vouloir se faire correctement entendre en région parisienne.

Cette nouvelle agression contre notre station est intolérable. Radio-Libertaire a décidé de ne pas se plier à cette décision du CSA. L'affrontement est maintenant inévitable. Déjà de nombreux concours se manifestent pour soutenir R-L. Ce mouvement d'entraide doit s'amplifier pour faire reculer le CSA. Nous comptons sur vous, sur tous les amis de R-L pour :

- faire lever cette suspension ;
- réclamer une puissance de 40 kW pour toutes les radios associatives de la région parisienne.

Secrétariat de RADIO-LIBERTAIRE

Amis lecteurs

COMME nous l'indiquions la semaine dernière, l'obligation de changer de local pour confectionner le *Monde libertaire* ainsi que la nécessité de diminuer notre déficit chronique nous a conduit à effectuer un certain nombre de propositions aux militants de la Fédération anarchiste, mandatés par leurs groupes respectifs, lors du week-end des 14 et 15 octobre 1989. Un plan de restructuration du journal a été élaboré afin de lui permettre de continuer à paraître et de retrouver un équilibre financier.

Nous n'avons jamais caché aux lecteurs du *Monde libertaire* nos difficultés et ils se sont toujours retrouvés à nos côtés pour franchir les étapes difficiles. Cela crée des liens et des obligations,

(suite p. 2)

N°766 JEUDI 26 OCTOBRE 1989

éditions

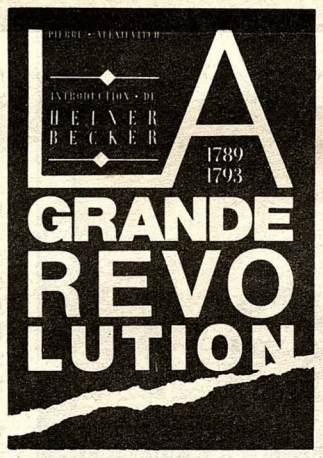
• « ITINÉRAIRE ».

La revue « Itinéraire » vous informe que le numéro 5/6 vient de paraître. Ce numéro double est entièrement consacré à Errico Malatesta, militant anarchiste italien né en 1853 et mort en 1932. A travers les articles de H. Becker, P. Finzi, M. Varengo, G. Sacchetti, M. Martini..., nous découvrons son énorme activité qui couvre plus de 50 ans de la vie du mouvement anarchiste italien et international. De la Première Internationale à la montée du fascisme italien, en passant par le congrès anarchiste d'Amsterdam, la Semaine rouge d'Ancone et l'Italie révolutionnaire des années 20. En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 80 F.

• « LA GRANDE RÉVOLUTION »

« La Grande Révolution » de Kropotkine vient enfin de paraître. Il est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 130 F. Par ailleurs, nous informons les lecteurs que la souscription de soutien à la parution du livre « Les Anarchistes et la Révolution française » est toujours valable. 110 F prix de souscription. Chèque à l'ordre de Gaetano Manfredonia.

(Groupe Pensée Action)



Points de vue sur l'anarchisme

La Fédération anarchiste organise une série de cours qui aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste. Chaque cours sera précédé d'une émission d'introduction sur Radio-Libertaire (89.4 MHz) le samedi de 19 h 30 à 21 h :

• 24 octobre : « Le fédéralisme libertaire », une autre manière de s'organiser dans la liberté ;
• 31 octobre : « La question de l'Etat », conception anarchiste et conception marxiste ;
• 7 novembre : « L'anarchisme et le monde du travail », méthodes d'interventions et pratiques libertaires de l'action directe ;
• 14 novembre : « Les anarchistes dans les mouvements révolutionnaires », l'anarchisme à l'épreuve de l'histoire ;
• 21 novembre : « L'action au quotidien, les problèmes de l'organisation ».

Ces cours auront lieu le mardi à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste, 10, rue Robert-Planquette, Paris XVIII[e] (métro Blanche).

FÉDÉRATION ANARCHISTE

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien ☐
Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐ Autre ☐

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

communiqués

• VAL-D'YERRES.

Le groupe du Val-d'Yerres vend le « Monde libertaire » tous les jeudis de 18 h 30 à 19 h 30, à la gare de Villeneuve-Saint-Georges. Ses membres vous invitent à venir les rencontrer.

• BORDEAUX.

Le groupe Emma-Goldman reprend ses permanences, tous les samedis, de 14 h à 16 h, au local du 7 rue du Muguet à Bordeaux. Aux mêmes horaires, ouverture de l'athénée libertaire (livres, revues, journaux, posters, etc,). D'autre part, nous continuons à participer aux émissions de radio suivantes, sur la Clé des ondes (95.3 MHz) : « On a faim », musique anarcho-punk, tous les vendredis, de 21 h à 22 h ; et « Prisons », un jeudi sur deux de 21 h à 22 h 30.

• LILLE.

Le groupe « Humeures Noires » organise des débats publics le 31 octobre sur le thème : l'extrême droite et les luttes antifascistes. Le 12 décembre sur le thème : les expériences alternatives et libertaires aujourd'hui (squatts, communautés, crèches parentales, etc.). Ces réunions se dérouleront à la Maison de la nature et de l'environnement, 23, rue Gosselet (métro République) à Lille, à partir de 20 h. Tous les compagnons sont invités à y participer en apportant des contributions écrites, visuelles, etc.

• NÎMES.

La liaison de la Fédération anarchiste de Nîmes organise une projection de film vidéo. Cette projection sera donc l'occasion de nous rencontrer et de discuter de l'anarchisme et de son devenir en général. Cette soirée, qui n'est pas un débat contradictoire ouvert au public, est ouverte aux sympathisants du mouvement anarchiste. Le film l'« Orchestre noir » sera projeté le lundi 6 novembre, à 20 h 30, à la MJC A. Malraux de Nîmes.

• ANNECY.

Nous informons l'ensemble des anarchistes, des libertaires et des anarcho-syndicalistes de Haute-Savoie qu'une liaison de la Fédération anarchiste existe sur Annecy. Nous demandons aux personnes intéressées de prendre contact par l'intermédiaire des Relations intérieures.

• DIJON.

Le groupe de Dijon vous annonce la sortie du n° 3 de « La Mistoufe », journal local d'expression libertaire. Toujours gratuit et disponible (contre 2,20 F en timbre, ou plus en soutien) à notre local : 61, rue Jeannin, 21000 Dijon.

• SAINT-ETIENNE.

Après la « pause » de l'été, l'émission « Rouge et noir-Tribune libertaire » est à nouveau diffusée sur les ondes de Radio-Dio (89.5 MHz) les vendredis de 13 h à 14 h 30. Par ailleurs, le groupe Nestor-Makhno tient une permanence tous les jeudis, à partir de 18 h 30, salle 15 bis, CNT-AIT-Libre Pensée, à la Bourse du travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

• LILLE.

L'émission « La Voix sans Maître » du Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux a décrété l'heure d'été sur Radio-Campus ! Auditeurs, tous à vos montres... Les nouveaux horaires sont arrivés : de 20 h 30 à 22 h sur, toujours, 91,4 MHz Radio-Campus. Auditeurs, tous à votre agenda...
Les rendez-vous de la « Voix sans Maître » : vendredi 27 octobre, la VSM reçoit un invité... suprise !

• LILLE.

Le Centre culturel Benoît-Broutchoux, c'est une adresse : 1/2 rue Denis du Péage, 59800 Lilles. C'est un numéro de téléphone : 20.47.62.65 (avec répondeur). C'est une librairie, une bibliothèque (1 200 livres), une cassettothèque, une petite vidéothèque. C'est une salle de conférences, d'expositions, de réunions... C'est un lieu de rencontre, d'échange d'idées, de réflexions..., bien sympa avec aussi des pochoirs à voir, des posters pas cher, des autocollants attachants... et des militants présents les jeudis de 19 h à 20 h et samedis de 15 h à 19 h. (Surtout, s'il vous plaît, entrez sans frapper !).

• COLOMBES.

Une liaison s'est créée à Colombes (92). Les personnes intéressées peuvent écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• TOULON.

Le groupe Région toulonnaise diffuse des broches : étoile noire, étoile noire et rouge, deux mains brisant un fusil au prix de 8 F 50 l'unité à partir de sept exemplaires (port compris). Chèque à l'ordre de NAPPI, à adresser à : CESL, immeuble Lamer, rue Montébello, 83000 Toulon.

• TOULON.

Le groupe Région toulonnaise tient ses permanences tous les samedis de 15 h à 18 h au Cercle Jean-Rostand, rue Montébello, derrière la gare de Toulon.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11[e]
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19[e]
Dépôt légal 44 149 — 1[er] trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Amis lecteurs

entre autres celle de dresser un bilan le plus exact possible de notre situation actuelle. En 1987, sur 45 numéros, nous avons enregistré 279 454 F de pertes (soit 6 210 F par n°) ; en 1988, pour 44 numéros, 195 938 F (soit 4 453 F par n°). Un contrôle plus strict de la gestion l'année passée nous a permis de diminuer le déficit, mais non de le supprimer. Au début de l'année, les hausses de prix de nos fournisseurs (3% pour le papier, 3,15% pour l'impression et près de 40% pour le routage) nous ont durement touché. Un tirage plus important, nécessaire pour réajuster notre distribution, a encore augmenté nos sorties. Maintenant, une hausse des tarifs postaux de 15% nous frappe (justement dénoncée par le *Canard enchaîné* et par notre hebdomadaire car privilégiant les journaux les plus « lourds », bénéficiant déjà de la « manne » publicitaire). Tout cela nous conduit à prévoir un déficit à la fin de l'année insupportable pour notre organisation et mettant en danger toutes les œuvres de la Fédération.

Il était donc temps de réagir et d'adopter des mesures assurant au *Monde libertaire* une parution régulière dans les meilleures conditions possibles. Afin de diminuer nos coûts et remplacer un matériel vieillissant et encombrant, nous envisageons de nous équiper en micro-informatique pour fabriquer le journal en P.A.O. Mais si certaines de nos dépenses baisseront (loyer du local et photogravure essentiellement), cela ne sera pas suffisant car nos coûts réduits au minimum au cours des années précédentes ne sont pas indéfiniment compressibles. Lorsqu'un journal ordinaire passe d'une photocomposition traditionnelle sous-traitée à la P.A.O., il diminue surtout ses coûts en assurant par lui-même cette opération. Ce n'est pas notre cas, et nous devons être l'un des rares hebdomadaires depuis douze ans à paraître avec un seul permanent rémunéré (au S.M.I.G.) et une équipe de bénévoles constituant le comité de rédaction.

Une nouvelle formule

Cela ne sera pas suffisant et nous devons réduire nos coûts sur ce qui constitue l'essentiel de nos dépenses : le papier et l'impression (respectivement 22% et 42% de nos sorties). Nous nous voyons donc contraints à diminuer la pagination de notre hebdomadaire, passant de douze pages à huit. Cependant la micro-informatique nous apportera une qualité supérieure, nous permettant de présenter une maquette et un montage plus modernes (1[ere] page rédactionnelle et habillage des photos par exemple). En effet, notre restructuration des moyens de fabrication s'accompagnera nécessairement d'une évolution de la maquette et de la partie rédactionnelle. Nous y travaillons actuellement et le huit pages constituera véritablement un *Monde libertaire* nouvelle formule. Il est difficile de prévoir exactement ces changements de présentation qui aboutiront officiellement le 1[er] février 1990 car il s'agit de marier harmonieusement nouvelles possibilités techniques, évolution rédactionnelle et ce qui constitue depuis de nombreuses années le fond commun de notre journal.

Le M.L. nouveau en février 1990 ? Oui, car une période de transition est nécessaire pour évoluer sans à-coups et nous devrons pendant ces trois mois peaufiner les différents projets afin de présenter la meilleure formule possible. Nos moyens ne nous permettant pas d'aborder cette période de transition en assurant à la fois le M.L. hebdomadaire à douze pages et la préparation de la nouvelle formule, notre journal paraîtra donc dès ce numéro d'une façon bimensuelle. Vos prochains rendez-vous avec le *Monde libertaire* sont donc fixés au 9 novembre (n° 767), 23 novembre (n° 768), 7 décembre (n° 769), 21 décembre (n° 770), 4 janvier (n° 771) et 18 janvier (n° 772). Nos abonnés ne souffriront pas financièrement de ce changement de parution car leur abonnement continuera à fonctionner selon le nombre de numéros parus.

Et cela pourrait constituer un soutien efficace si tous ceux, achetant leur journal en kiosque, qui le peuvent et nous font confiance, s'abonnaient dès le prochain numéro. Car cette étape à franchir ne le sera que grâce à votre soutien (abonnement, souscriptions, virements automatiques). Si cette nouvelle formule, *Monde libertaire* à huit pages en P.A.O., doit nous permettre de continuer tout en équilibrant nos comptes, elle nécessite des investissements immédiats. Sans vous, sans soutien, rien ne se fera !

Certains, déjà, nous ont entendu tels la revue bulgare *Révolution anarcho-communiste* ou *Nabate* (Liège, Belgique) qui, fraternellement, nous ont envoyé une aide pour que notre journal « (qui) *tient une place unique dans le monde francophone en ce qui concerne l'information* » puisse continuer. Ou bien encore cette « *vieille* (!) *anar de 77 ans* », toujours au rendez-vous lorsqu'il s'agit de passer un cap difficile. Nous sommes persuadés que vous êtes nombreux à vouloir que la voix du *Monde libertaire* ne s'interrompe pas au milieu du concert de l'autoritarisme « mou » de la social-démocratie. Alors prouvons-le, tous ensemble ! Fidèles à notre volonté de vous informer, à chacune des prochaines parutions, nous feront le point sur les projets et le soutien.

Salut et révolution sociale.

Les administrateurs.

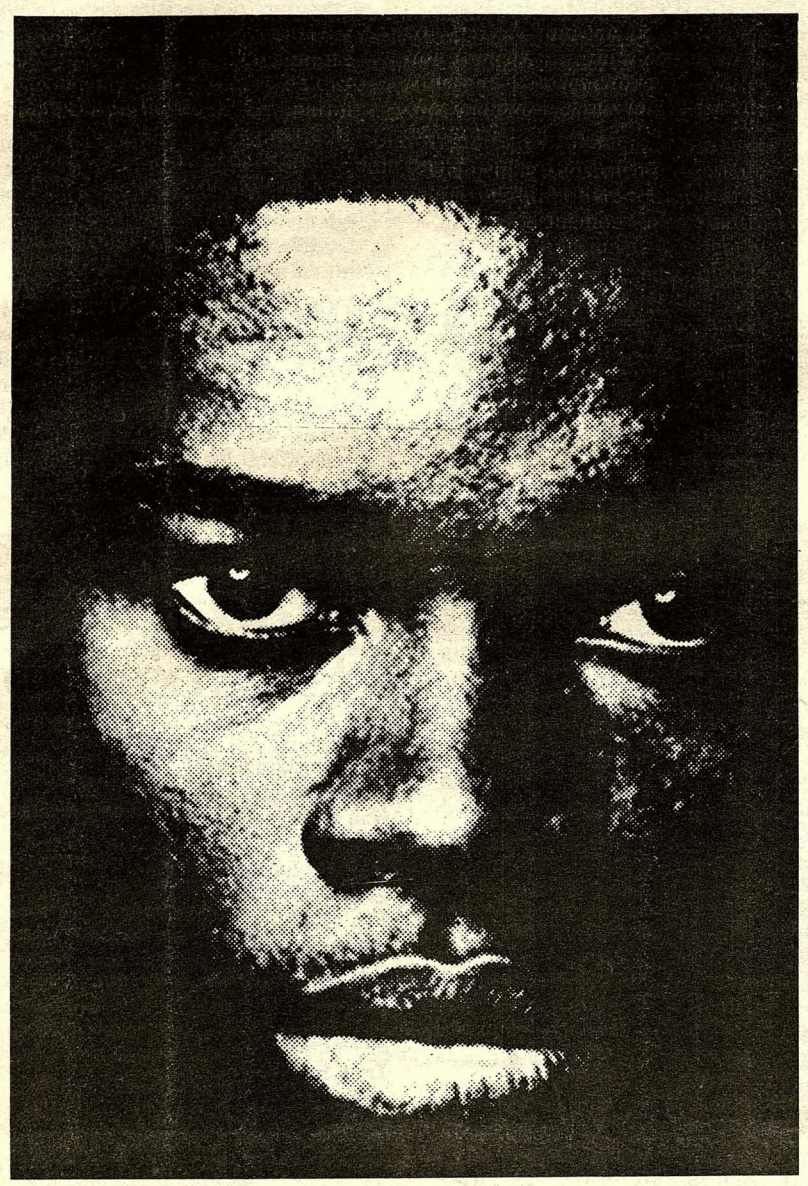
Prochains numéros du *Monde libertaire* : n° 767 le 9 novembre, n° 768 le 23 novembre, n° 769 le 7 décembre, n° 770 le 21 décembre, n° 771 le 4 janvier et n° 772 le 18 janvier. Nouvelle formule : n° 773 le 1[er] février 1990.

N°766 JEUDI 26 OCTOBRE 1989

AFRIQUE DU SUD

L'apartheid décontracté

LA libération de militants de l'ANC pourrait laisser penser que le président de Klerk est un vrai réformateur sincère et que c'était Pieter Botha qui lui rognait les ailes sous le précédent gouvernement. En réalité, le Parti national ne renie pas le régime néo-nazi de l'apartheid, mais pratique simplement la realpolitik, pour échapper aux dangers qui menacent ses intérêts.



Pressions à l'horizon

Les Etats occidentaux exercent des pressions diplomatiques sur Pretoria pour un ravalement de façade du régime. Il leur devient pénible de constater l'évolution de certains pays du bloc soviétique comme la Pologne ou la Hongrie, et l'immobilisme dictatorial d'un pays développé de leur « monde libre ». Cependant, ceux-ci considèrent ce pays comme un partenaire privilégié qu'il serait malvenu de sanctionner. Ainsi, la CEE se refuse à réaliser des pressions économiques efficaces, sous l'influence notamment de la Grande-Bretagne, de la RFA et du Portugal. La CEE se contente d'un embargo sur les exportations de pétrole, sur de nouveaux investissements et sur les importations de fer, d'acier et de pièces d'or. Par contre, son commerce a augmenté de 84% en 1988 et représente 53% du commerce extérieur sud-africain.

Seuls certains Etats du Commonwealth ont décidé à la fin août 1989, à Canberra, de préparer un programme de pressions, centré à court terme sur les opérations financières et pour les cinq prochaines années un programme de sanctions commerciales visant à supprimer tout échange. Ce projet, adopté par l'Australie, le Canada, le Nigeria, la Guyane, l'Inde, la Zambie, la Tanzanie et le Zimbabwe vient d'être proposé aux autres pays du Commonwealth, le 18 octobre à la conférence de Kuala Lumpur. Il représente un danger sérieux par sa radicalité pour le régime de l'apartheid, s'il faisait d'autres adeptes.

Les élections du 6 septembre ont résonné comme un coup de semonce pour le parti national : celui-ci perd la majorité absolue des suffrages dont il bénéficiait depuis 1953, en passant de 54% à 48%, même s'il conserve la majorité absolue des sièges de l'assemblée « blanche ». L'extrême droite hystérique s'écroule : le Herstigte nasionale party n'obtient que 0,2% des voix (14% en 1981). Mais ces voix perdues ne se reportent pas en totalité sur le parti conservateur qui progresse tout de même de 27% à 31% des voix. Cette progression a été limitée par le déclin de sa base électorale rurale. Le parti démocrate, avec 20% des voix, gagne treize sièges, soit en tout trente-trois sièges (trente-neuf pour les conservateurs). Ainsi, de Klerk alterne les déclarations réformatrices et conservatrices pour se concilier un électorat mouvant qui se tourne de plus en plus vers deux forces politiques opposées grignotant l'influence électorale du parti au pouvoir.

Ces élections ont été l'occasion d'une démonstration de force de la part des mouvements anti-apartheid. Les élections aux chambres « métisse » et « indienne » ont été massivement boycottées : respectivement 82,5% et 80% d'abstentions. Les noirs, considérés comme des sous-hommes par le régime et qui ne votaient donc pas, n'ont aucun droit politique : pas d'organisations, pas de presse, pas de réunions, pas de manifestations, etc. Seuls sont tolérés les syndicats qui subissent la répression, ouverte ou déguisée à la mode des escadrons de la mort. Cependant, la population s'est dotée d'organisations depuis longtemps, malgré les risques encourus.

Le défi anti-apartheid

Le 2 août 1989, le Mouvement démocratique de Masse (MDM), qui est principalement une alliance entre le Front démocratique uni (UDF) et la centrale syndicale COSATU, a lancé la « campagne de défi », campagne de non-violence active qui a déclenché une immense vague de résistance populaire à l'apartheid. Partout dans le pays ont eu lieu des réunions publiques et des manifestations, souvent interdites et réprimées, mais autorisées par de Klerk au Cap et à Johannesbourg. Les manifestations de la région du Cap et du Transvaal ont fait vingt-neuf morts et deux cents blessés, les 4, 5, 6 septembre. Ce bilan est paradoxalement faible compte tenu de l'ampleur des manifestations, car de Klerk n'a pas voulu ternir son image de « réformateur » pendant les élections devant la presse internationale ; l'armée et la police n'ont donc pas eu recours aux habituels mitraillages massifs.

L'apartheid est combattu dans ses formes les plus manifestes. Des actions se déroulent sur les lieux de la ségrégation : hôpitaux, transports publics, plages, piscines, écoles, etc. Le MDM a invité les journalistes étrangers à ne pas respecter les restrictions en termes d'information. Soixante-quatorze d'entre eux ont été arrêtés à la veille des élections. Le 18 septembre, a commencé au Natal un boycott des commerces blancs suivi à 85%. Peu à peu, ce boycott s'organise et s'étend aux autres provinces.

Les deux centrales syndicales, le COSATU et le NACTU ont parallèlement lancé une campagne de refus des heures supplémentaires et de baisse des cadences pour faire pression sur la confédération patronale SACCOLA quant à la législation du travail. De plus, deux importantes victoires syndicales ont donné de la vigueur au mouvement : après un mois de grève, le syndicat des métallurgistes a contraint Goodyear à un accord favorable aux salariés et le syndicat des cheminots a obtenu des négociations sur les conditions de sa reconnaissance par une direction qui était décidée à éliminer les syndicats.

Face à l'ensemble des pressions subies, le gouvernement a annoncé un plan de paix de cinq ans et a prévu l'ouverture de négociations avec les organisations anti-apartheid au mois de décembre. Il semblerait que de Klerk soit prêt à légaliser une tendance de l'ANC, d'où les récentes libérations. Le MDM refuse la participation à ces discussions de certains ministres de bantoustans (1). Pour le Mouvement de la Conscience Noire, toute discussion avec le régime est un compromis avec le système de l'apartheid. Or le pouvoir blanc ne remettra sûrement pas en cause la politique de développement séparé, basée sur les bantoustans, nécessaire aux gros fermiers blancs, qui craignent le partage de leurs immenses domaines.

Cependant, à la suite des discussions, pourraient se dégager des espaces de liberté qui permettront le développement des luttes sociales actuelles, notamment la lutte contre le coût des loyers et les expulsions, menée notamment par l'UDF, et les luttes syndicales dans les entreprises.

Xavier MERVILLE
(Gr. Carlo Cafiero)

(1) Mini dictatures noires considérées comme étrangères par le gouvernement, installées sur les zones désertiques du pays, au territoire souvent morcellé, et auxquelles sont rattachés des millions de noirs qui travaillent aux abords des villes blanches. Ces noirs deviennent des immigrés dans leur propre pays : ils peuvent être refoulés à tout moment vers « leur » bantoustan, notamment pour « trouble à l'ordre public » ou y être astreints de fait à résidence par la destruction de leur quartier ou l'expulsion de leur logement.

EDITORIAL

SUR le front des luttes, il y a du brouillard. La pression et la mobilisation sont poussées à fond, principalement aux finances et chez Peugeot, mais arrivé au point des négociations, il y a un blocage aussi bien chez Calvet que chez Bérégovoy. Comme les Corses avec les « tables rondes », les Peugeot se sont faits berner en évacuant la forge et le résultat de leurs négociations est incertain. De fait, la reddition pointe à l'horizon.

Aux finances, malgré un conflit exemplaire (unité syndicale, mobilisation « historique »), Bérégovoy fait des propositions frisant le ridicule sans vouloir discuter des revendications des grévistes. Que se passe-t-il ? Le gouvernement veut-il que le conflit des finances établisse un record de durée dans la lutte ? Rocard s'en sort bien. Tout d'abord, il a traité Calvet de patron du XIX^e^ siècle alors que son ministre des Finances agissait de même. Maintenant tout cela est dilué dans des débats internes au PS. A la trappe les revendications. Les conflits se retrouvent dans une impasse qui nous rappelle étrangement la longue grève des mineurs anglais.

De ce brouillard perce quand même un rayon de soleil puisque la droite française patauge. N'a-t-elle plus rien à dire ? S'est-elle fait doubler sur sa droite par le PS ? Au fond Rocky II, ex-chantre de l'autogestion, prépare habilement son issue des travaux d'Hercule : la marmite sociale et ses avatars, c'est tout compris dans les débats internes du Parti socialiste. Les autres forces sociales, il ne connaît pas, c'est ou assimilé à la droite ou siècle dernier. « On » vous le dit ; tout sera réglé au congrès du PS.

N'y aurait-il pas de la place pour autre chose sur le plan social ? Les dernières luttes où aucun leader n'était poussé en avant, où aucune boutique syndicale n'avait le monopole, tout ça faisait écho à des pratiques d'unité à la base. Bâtissons une réponse vigoureuse au problème social, mais il faut que tout le monde s'y mette !

Les bantoustans

L'IDÉE maîtresse des colonisateurs a été d'instaurer des « foyers nationaux » en vertu de laquelle tout Sud-Africain noir se voit consigner dès sa naissance dans un « homeland » ou « bantoustan ». Il en existe dix en Afrique du Sud, quatre ont été proclamés « indépendants » entre 1976 et 1981 : le Transkeï, le Ciskeï, le Venda et le Bophuthatswana. L'objectif est clair : confiner les Noirs, qui composent 75% de la population, sur 13% du territoire. Ces territoires sont ainsi une réserve de main-d'œuvre pour les besoins de l'économie « blanche ».

« Indépendants » ou non, ces bantoustans sont sous la domination de Prétoria. Conformément à la technique classique qui entend « diviser pour régner », une clique de Noirs a été choisie pour administrer ces territoires ; territoires totalement déshérités, incapables de subvenir aux besoins des populations ainsi « assignées à résidence ».

Rien d'étonnant alors qu'ils deviennent des foyers de résistance à l'apartheid. Depuis 1960, plus de trois millions et demi de personnes ont été déportées de force dans les bantoustans.

A.D.

Les syndicats

SI l'opposition organisée au régime est ancienne, la répression est telle qu'il faut attendre l'après-guerre, dans les années 50, pour voir naître les premiers syndicats réellement influents. Avec les puissantes grèves des années 70, le syndicalisme noir indépendant se renforce. Tant bien que mal, dans des branches spécifiques, le syndicalisme se construit. Le syndicat des mineurs, le NUM, fort de ses 180 000 adhérents, est légalisé en 1982.

Le 30 novembre 1985, se crée la COSATU (Congress of South African Trade Union). Cette organisation multiraciale rassemble 500 000 adhérents de trente-six syndicats dont ceux de la FOSATU (fédération syndicale implantée dans les transports, l'alimentation, la métallurgie entre autres et regroupant des syndicats de branche) et le NUM.

La COSATU fait ainsi l'union de nombreuses organisations et permet au syndicalisme sud-africain de mieux lutter contre l'apartheid. Il faut rappeler qu'en 1981, sur 772 détenus, 306 étaient des syndicalistes.

A.D.

N°766 JEUDI 26 OCTOBRE 1989

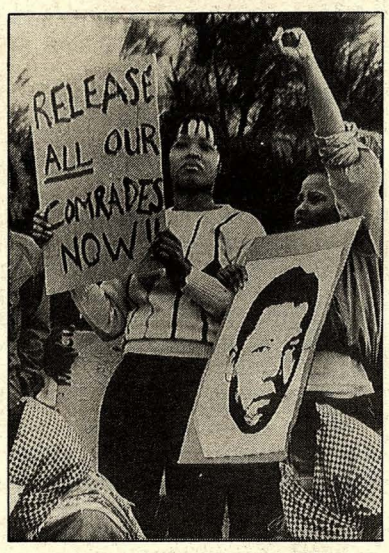
APARTHEID

Le crime institutionalisé

L'ARSENAL répressif de l'apartheid est assez considérable. Il repose en premier sur quelques « lois scélérates » faisant du régime sud-africain un régime fasciste. En 1950, les nationalistes afrikaners ont voté « la loi sur le communisme ». Cette loi vise à réprimer les manifestations non-violentes et de désobéissance anti-apartheid, dont le principe avait été adopté par l'ANC. Ainsi, est déclaré communiste « *tous programme ou doctrine tendant à provoquer des changements par l'incitation ou au désordre* ». C'est cette loi qui établit les interdictions (cf. encadré).

En 1952, après la « campagne de défi » aux lois injustes, est votée la loi sur la sécurité publique. Elle institue le recours à l'état d'urgence (utilisé en 1960, 1985 et 1986) et permet de punir sévèrement toute personne coupable de protester contre sa politique. « La Charte de la liberté » va, par la suite, empêcher les personnes de se pourvoir en justice contre ces décisions prises arbitrairement.

En 1962, la « loi sur le sabotage » punit très sévèrement ceux qui attenteraient aux outils de travail (20 ans de réclusion pour le subversif ou le saboteur). En 1963, la « loi générale » permet pendant 90 jours la détention sans procès, qui passera à 180 jours en 1965 pour toute personne « *détenant des informations utiles à l'Etat* ». En 1978, le principe de la détention illimitée sans procès est acquis. Et ce grâce à la « loi sur le terrorisme » adoptée en 1967. Elle autorise la détention illimitée de toute personne susceptible de terrorisme, c'est-à-dire qui aurait pu commettre « *une action qui a eu ou qui aurait pu avoir pour effet de causer un embarras dans l'administration des affaires de l'Etat* ». L'accusé doit prouver son innocence. Cette loi sera appliquée en Namibie en 1967, avec effet rétroactif de 5 ans.



En 1976, la « loi sur la sécurité interne » a refondu ces lois en étendant les moyens des unes aux autres, elle confère également à la police le droit d'arrêter et d'interroger quiconque sans mandat. La « préventive illimitée » a été adoptée en 1982. Viennent s'ajouter à tout cela, les lois sur la censure ; les interdictions d'organisations, de journaux, de rassemblements ; le retrait de passeport aux opposants ; la surveillance du courrier (avec saisi de celui-ci), du téléphone, etc.

La répression va croissante avec une violence sanguinaire extrêmement importante depuis l'état d'urgence permanent. En décembre 1986, le pouvoir blanc aggrave encore les mesures draconiennes sur les informations et commentaires concernant l'état d'urgence. Cette violence s'abat sur tout ce qui s'oppose au régime de quelque manière que ce soit et frappe les jeunes (en très grand nombre) comme les vieux. Comment M. de Klerk veut-il réformer ceci ? L'apartheid ne se réforme pas, il se détruit !

NIKMO

AFRIQUE DU SUD

Diviser pour mieux régner

« Je vous donne un dernier avertissement ; un homme, une voix dans ce pays, c'est hors de question — c'est-à-dire jamais ! »
Pdt Botha (9.11.1979)

L'AFRIQUE DU SUD : deux fois et demi le territoire de la France ; 25 millions d'Africains, 2 millions et demi de « Métis », 800 000 Indiens vivant sous la domination totale de 4 millions et demi de Blancs. Apartheid signifie séparation des races. L'Afrique du Sud est le seul pays du monde où le racisme s'inscrit dans la Constitution.

Il faut distinguer le « petit apartheid » (la discrimination qui existe dans la vie quotidienne des Blancs et des Noirs pour les hôpitaux, transports, restaurants, toilettes, escaliers, bancs, écoles, parcs, cinémas...) du « grand apartheid » (le parcage des Noirs dans des « réserves » ou « bantoustans ». Le « grand apartheid » désapproprie les Noirs de 87% du territoire sud-africain. Pas moins de 300 lois régissent ce système de ségrégation raciale. Elles reposent sur une idéologie relevant de la notion de pureté de la race. De fait, elle sert à légitimer l'inégalité économique et politique...

Selon une loi de 1950, tout Sud-Africain est classé dans l'un des quatre grands groupes raciaux : « Blancs », « Indiens » (ou « Asiatiques »), « Métis » et « Noirs », c'est-à-dire Africains. Les Indiens et les Métis bénéficient d'un statut intermédiaire : ils n'ont pas de bantoustans, ont retrouvé depuis peu le droit de vote, mais ils sont relégués comme les Africains dans les ghettos urbains à la périphérie des villes. Les Africains sont subdivisés en une dizaine d'ethnies auxquelles sont attribuées des réserves. Seuls les Blancs, pourtant composés d'ethnies différentes (60% d'Afrikaners et anglophones) constituent un groupe unifié, sans division de statut.

Depuis des années, le gouvernement sud-africain s'efforce de réformer son image en changeant les termes de ses textes, mais de fait la situation n'a pas évolué vers un plus de démocratie. La discrimination raciale quotidienne n'a été « assouplie » que dans certains domaines de la vie sociale (sports, transports, loisirs, etc.). Mais ce sont simplement des « autorisations » spéciales qui ont été stipulées pour telle ou telle rencontre. La règle générale demeure. De plus ces autorisations sont très localisées et ne sont en rien représentatives à l'échelle nationale.

Les Noirs « indésirables » dans les quartiers blancs ont toujours obligation de porter un « pass » et se voient sanctionnés par des amendes considérables s'ils ne les ont pas. Les mariages mixtes ne sont pas autorisés.

Comment pourrait-on croire en écoutant de Klerk que les Blancs vont restituer leurs droits aux Noirs ? Cela signifierait qu'ils acceptent de mettre fin à cette domination, convaincus du bon droit des Noirs. Aucun gouvernement n'a renoncé de son plein gré au pouvoir et à la domination qu'il pouvait exercer sur d'autres. Si le pouvoir blanc persiste à gouverner, ce n'est qu'en réduisant à l'esclavage la majorité de la population avec l'assentiment que lui octroie le silence des autres pays de la planète.

C. JANE

Les intérêts économiques

L'AFRIQUE DU SUD est un pays riche. Le plus riche d'Afrique, en minéraux et en ressources agricoles. On peut comprendre alors pourquoi les capitalistes occidentaux hésitent à se démarquer des racistes sud-africains. La liste des entreprises françaises largement investies en Afrique du Sud est assez impressionnante. Cent cinquante y ont des intérêts, de L'Oréal à Peugeot en passant par le Club Méditerranée !

Les importations minières (charbon, uranium) représenteraient 4,4 millions de tonnes en 1982. L'industrie militaire française peut s'enorgueillir d'alimenter depuis quinze ans les forces de répression sud-africaines. Blindés Panhard, hélicoptères Puma, etc. Total a le triste privilège d'être le fournisseur attitré de la police et de l'armée qui se livrent quotidiennement à la répression féroce que l'on sait (600 morts en un an, soit en moyenne 12 par semaine).

Citons encore quelques entreprises ayant une activité au pays de l'apartheid : pour les banques, ça roule sur l'or. Le Crédit Lyonnais, la Société Générale ont leur part du gâteau sud-africain. Renault, Creusot-Loire, les AGF travaillent également là-bas. La liste est longue : Lancôme, Guerlain pour les parfums (!) ; Michelin, Rhône-Poulenc pour la chimie sont partie prenante de l'économie « blanche ». Au pays de l'apartheid, les capitalistes sont borgnes !

A.D.

AFRIQUE DU SUD

La répression en chiffres

• Les déplacements forcés : trois millions cinq cent cinquante-deux mille cinq cents personnes ont été déplacées de 1960 à 1983.
• Les victimes des émeutes : les événements de Soweto (1976-1977) ont fait 1 500 morts, pour la grande majorité des jeunes et même des enfants ! 2 291 personnes sont décédées à la suite d'émeutes ou du fait d'affrontements, de septembre à novembre 1986.
Taux journalier des morts en 1986 : 3,75 (de janvier à la fin du premier état d'urgence) ; 6,31 entre le 1er et le 2e état d'urgence ; 2,27 à la fin 1986.
• Les interdictions : de 1950 à 1978, plus de 1 300 personnes ont été frappées d'interdiction d'être cité, publié, d'aller et venir, de participer à des rassemblements de plus de deux personnes, de se rendre dans des locaux de la presse, syndicaux, etc., pour des périodes de 2 à 5 ans. Elles peuvent être prolongées aussi arbitrairement qu'elles ont été décrétées.
• Les détentions sans procès : en 1983 : 453, en 1984 : 1 149 ; en 1985 : 11 000 ; en 1986 : 25 000. D'après l'UDF, 43 000 personnes ont été détenues en 1985-1986.
• Les morts en détention : de 1963 à 1986, 82 détenus politiques au moins sont morts en détention dans les mains de la police de sécurité. Les causes données à ces morts sont pour le moins saugrenues : beaucoup de détenus « *glissent dans les escaliers* » ou « *dans leur douche* », ou bien encore se « *laissent mourir de faim* ».
• Les exécutions capitales : en 1971 : 40, 1976 : 67, 1978 : 132, 1980 : 130, 1982 : 101, 1984 : 114, 1986 : 82 (de janvier à novembre : 209 personnes en attente d'exécution).
De 1969 à 1986, 1 536 personnes ont été pendues dans la seule prison de Prétoria. Depuis 1986, l'état d'urgence permet difficilement d'établir des statistiques.

NIKMO

**** Ces chiffres proviennent du Mouvement anti-apartheid, BP 109, 75463 Paris cedex 10.***

BELGIQUE

L'affaire Passe-Muraille

PASSE-MURAILLE est une émission qui est destinée aux prisonniers, proposée par Radio Air Libre de Bruxelles. Tous les dimanches soir pendant cinq heures sont lues des lettres de détenus ou de membres de leur famille, des infos sur la grande muette... Comme toujours ça dérange.

Début août 89, une lettre d'un prévenu dénonçant nominalement Alain Fonck (un des directeurs de la prison de Saint Gilles) a retenu l'attention des autorités. Ce directeur est présenté par les médias belges comme étant le rénovateur, l'homme du changement... Du côté des détenus il est le plus détesté : spécialiste de la répression dans l'établissement suite aux débuts d'émeutes en juillet 89.

L'auteur de la lettre, en préventive, menaçait le directeur de la taule parce que celui-ci avait humilié sa famille venue lui rendre visite. Le 14 août, la voiture de A. Fonck est retrouvée incendiée..., alors que les détenus continuent toujours à demander son départ.

Douze perquisitions

Le 30 août dernier, neuf équipes de policiers de la « cellule terrorisme » de la B.S.R. bruxelloise et de la 37e brigade de la P.J. perquisitionnent simultanément à 8 heures du matin chez plusieurs animateurs de Radio Air Libre... Une équipe se charge de fouiller de fond en comble et sans mandat quatre cellules de Saint Gilles..., tandis qu'une autre se présentait à la radio avec serrurier et pied de biche pour forcer la porte. Les flics saisirent du matériel technique : table de mixage et un ampli qu'ils ont pris pour l'émetteur. Après avoir commis quelques dégâts, les gendarmes sont repartis en posant un nouveau verrou... Peur des voleurs ?

Du côté des animateurs, tout est clair. Ce sont de nombreux documents qui ont été saisis sans rapport avec l'affaire. Deux mois après, les flics continuent leurs diverses pressions sur les animateurs.

Bernard
(Gr. Humeurs noires)

N°766 JEUDI 26 OCTOBRE 1989

Débrayage à la Socomec

LE 10 octobre, suite au mot d'ordre des syndicats CGT et GTS de l'usine de la Souterraine (cf. *Monde libertaire* n° 765), sur environ cinq cents employés, cent vingt d'entre eux ont débrayé à l'heure prévue, l'équipe de nuit ayant rejoint l'ensemble des grévistes. Soit une proportion de 24%, ce qui est relativement important.

Quant aux non-grévistes (en ne considérant que la forte majorité des précarisés de l'entreprise, les contrats à durée déterminée), une grève de la cadence et du zèle a été observée, en soutien aux autres camarades.

Cependant, c'est ce jour même que la direction avait choisi de recevoir des « huiles » de chez Renault et Peugeot. Manœuvre d'intimidation du patronat, ou pure coïncidence ? Poser la question, c'est déjà y répondre. Quoi qu'il en soit, le mouvement a fait long feu puisque les délégués syndicaux se sont empressés de reprendre le travail face à la mine décomposée des cadres et de la direction.

Quant aux négociations, elles eurent bien lieu et le verdict tomba le lendemain même sur les tableaux d'affichage. Nous n'obtenions que la moitié des revendications et quelques mini compensations, quelques os jetés « généreusement » à la masse ouvrière.

Alors, face à ce constat navrant, on peut se poser des questions. Pourquoi les syndicats ont-ils lancé cette action revendicative, destinée à obtenir de meilleurs salaires et de meilleures conditions d'existence, pour, à la première intimidation patronale, baisser la culotte de l'émancipation ouvrière face au dieu Capital ?

Pour nous, anarchistes, la réponse coule de source et la répéter ici me chatouille les nerfs zygomatiques : elle réside dans la nature même d'un syndicalisme corporatiste où les décisions ne sont pas le fait de la base, mais d'un sommet hiérarchique. Tant que la classe ouvrière dans son ensemble n'aura pas compris et admis la nécessité d'un véritable syndicalisme révolutionnaire, nous serons toujours courbés sous le joug du capital et de l'Etat.

Fabrice HURLIN (liaison Creuse)

Négociation ou trahison ?

LE conflit Peugeot, qui avait fait la une de l'actualité en cette rentrée 89, ne semble plus passer la rampe ; au profit de la lutte des syndicats des finances. Ce qui peut être un aléas médiatique va-t-il, pour les salariés de Mulhouse et de Sochaux, se transformer en défaite en rase campagne, loin des feux des médias ?

Aux dernières nouvelles, après sept semaines de grève, la CFDT, CFTC et FO de Peugeot-Mulhouse avaient appelé les salariés à reprendre le travail pour le lundi 23 octobre. La CGT maintient son mot d'ordre de grève sur Sochaux et Mulhouse. La CFDT, elle, maintient la grève à Sochaux (« *On ne peut pas casser un mouvement qui, ici, est encore porté par de nombreux grévistes* », déclarait au *Monde* le délégué CFDT. Une manifestation à Sochaux en début de semaine, impulsée par la CGT, mais au milieu de tout cela quoi de sûr pour la révision (en hausse) des salaires ?

Il vaut toujours mieux négocier à chaud qu'à froid, nous a appris l'histoire du mouvement ouvrier. Le « chaud » dans l'époque actuelle serait-il plus du côté de la place occupée dans les médias que dans la lutte sur le terrain ? Un conflit, exemplaire, s'il n'est pas médiatisé, est-il voué à l'échec ? Triste conséquence du modernisme pour le mouvement ouvrier : en plus du rapport de forces à bâtir dans un conflit avec le patronat, il faut encore bousculer pour avoir une bonne place à la une des journaux et dans les actualités de la télé !

Unis dans la lutte pendant sept semaines, les travailleurs auraient pu rentrer dans l'unité « la tête haute » dans les ateliers. La CGT maintient qu'il ne faut pas céder, les autres que les travailleurs en ont marre... Les deux doivent être justes, mais l'unité, quoi qu'il adviendra dans l'avenir, en a pris un coup dans la gueule. A moins que cela ne soit qu'au niveau des états-majors et qu'à la base, à Mulhouse et à Sochaux, les syndiqués aient une autre opinion.

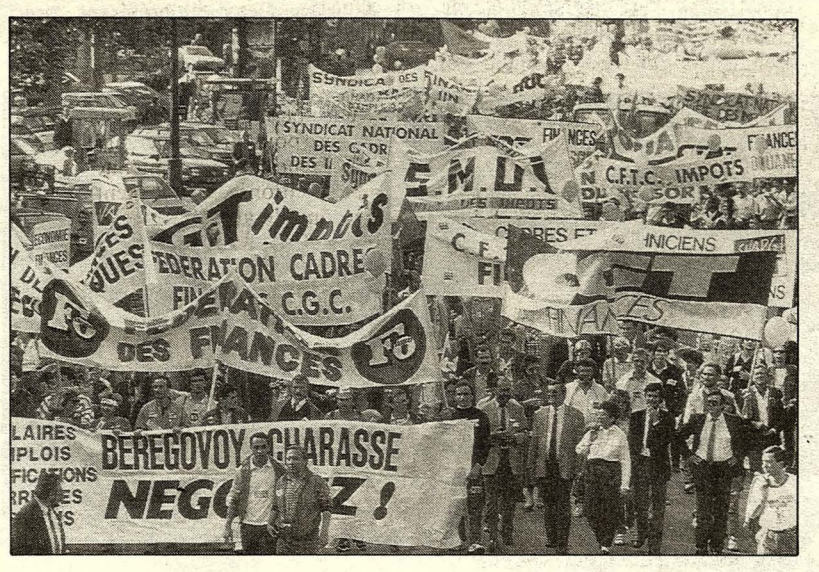
Pour certains quotidiens : « *La grève, c'est fini !* » ou « *à Peugeot, les carottes sont cuites !* », d'autres parlent de dialogue social retrouvé. Pour nous, la lutte continue.

J.-P. G.

CONFLIT DES FINANCES

Bérégovoy tient bon

LE jeudi 19 octobre, une nouvelle grande manifestation nationale ponctuait le long conflit des Finances. Toutefois, cette manifestation qui avait pour but l'ouverture de négociations, sur les revendications des agents et non pas sur les propositions de Bérégovoy, se plaçait dans un contexte différent. Comme l'a bien décrit le *Canard enchaîné* dans son numéro de la semaine dernière, la tension entre Rocard et Bérégovoy a éclaté. Cette tension, basée outre sur des problèmes internes au PS, portait aussi sur la solution à trouver pour terminer cette grève.

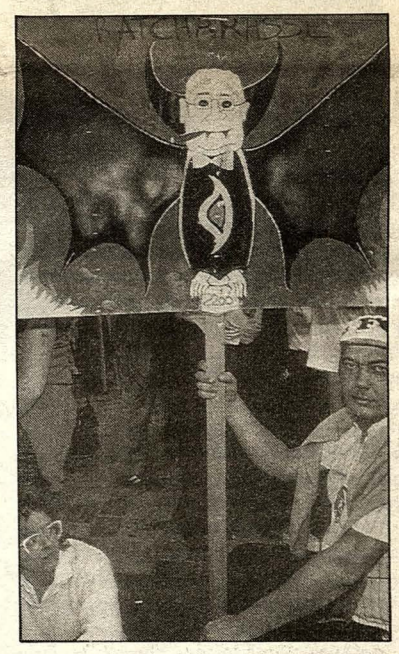


Ne nous égarons pas trop sur des considérations politiciennes, d'autres facteurs plus terre à terre étaient présents. La période qui arrive s'avère primordiale pour les caisses de l'Etat puisque la TVA de septembre arrive et, surtout, la campagne des vignettes automobiles commence le 1er novembre. Les recettes des impôts étant en grève, personne ne pourra encaisser la TVA et fournir les buralistes en vignettes. Cette manifestation arrivait en plus en pleine période de répression. Répression policière avec interventions plus ou moins violentes contre les piquets de grève, aussi bien aux impôts, aux douanes, qu'au Trésor. Il y eut aussi des mises en demeure tenant lieu de réquisition adressées à des grévistes (et même à des non-grévistes, comme quoi cette grève brouille bien la machine administrative). Cette mesure est une pure atteinte au droit de grève, car la réquisition de fonctionnaires s'appuie sur les ordonnances de 59 (ordonnances qui autorisent la réquisition de n'importe qui en cas de « nation en danger ») ; or, pour appliquer les réquisitions, il faut un décret du conseil des ministres suivi d'une lettre du préfet qui notifie la décision à chaque individu concerné. Les grévistes mis en demeure sont des agents travaillant à des postes clés aux douanes et au Trésor.

Autre mesure de rétorsion, les retenues pour fait de grève. Dans la fonction publique, les retenues pour fait de grève dépendent d'un texte paru au *Journal officiel* qui fixe des quotas maximaux de retenues de salaire, et Bérégovoy a annoncé en début de semaine dernière que tous les jours de grève (y compris les samedis et dimanches, sic !) compris entre les 1er et 15 octobre seraient retenus. Ne doutons pas que l'Etat français soit un expert pour bafouer ses propres règles, mais en plein conflit social, en affirmant par ailleurs être ouvert et prêt à négocier, cette attitude afflige bien des grévistes. Avec tout cela, cent mille personnes étaient dans la rue, cent mille personnes déterminées, dégoûtées par l'attitude du gouvernement (les fonctionnaires des finances sont réputés pour être un fort soutien électoral du PS). Une manifestation jamais vue, plus d'un fonctionnaire des finances sur deux a défilé. A l'arrivée, une délégation syndicale fut reçue par le chef de cabinet de Bérégovoy. Ces derniers bien sûr n'étaient pas mandatés pour ouvrir des négociations et même pour retirer les sanctions en cours après plusieurs demandes. Comme sur un coup de tête, la CGT a proposé aux manifestants de se rendre à l'Assemblée nationale, cette proposition non reprise par les autres organisations n'a eu aucune suite pour une raison qui n'a pas été expliquée aux manifestants. Ces derniers ont alors eu l'impression que les syndicats étaient frileux et incapables de diriger la manifestation. Le déplacement à l'Assemblée nationale a été annulé car les syndicats ont été informés par la police que la manifestation était encerclée à Bercy et qu'à la moindre tentative de départ, les forces de l'ordre réagiraient violemment avec des canons à eau. Pour les personnes qui connaissent Bercy et devant la masse de gens tassés dans une sorte de réduit, cela aurait été un vrai massacre. Bérégovoy a quand même reçu les syndicats le 20 pour négocier.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, les négociations sont en cours et, à première vue, les propositions du ministre n'ont rien à envier à celle de Calvet pour Peugeot.

Philippe SPEC (gr. Louise-Michel)



SANTÉ

Action européenne

SAMEDI 21 octobre : première manifestation européenne de la santé et du social, à Paris. En effet, pour la première fois, la dimension européenne d'un système sanitaire et social inadéquat pour répondre aux besoins de la population était mise en lumière. Il ne faudrait pas croire que seul l'hôpital français est en crise. Non, partout, il ne répond pas à sa mission. Et s'il faut construire une Europe, ce n'est pas en négligeant la santé et les besoins sociaux.

Depuis 1987 fleurissent des mouvements de grève parmi les personnels de la santé et du secteur social, en Belgique, Grande-Bretagne, Allemagne, Autriche, Espagne, Italie, Norvège... Partout, les mêmes problèmes se retrouvent : pas assez de personnel, conditions de travail désastreuses, maigres salaires pour un travail de plus en plus difficile. Et partout, les salariés ne peuvent rencontrer des syndicats pour prendre en charge leurs revendications. Partout, les travailleurs s'organisent en collectifs, en coordinations, pour être entendus : AP (« action commune du personnel de santé ») en Autriche, VVU (« nous nous défendons ») en Allemagne, VIO en Hollande.

Si les syndicats ne peuvent s'unir pour agir au-delà des frontières, bien qu'ils adhèrent à des Internationales syndicales (FSM, CISL, au niveau mondial, CES au niveau européen), les coordinations se donnent les moyens de se rencontrer, d'échanger, et d'agir. Preuve en est, ce 21 octobre où, à Paris, se rassemblaient à l'appel des différentes coordinations et collectifs de la santé et du social de France et de plusieurs pays, dix mille manifestants scandant des revendications communes : effectifs, conditions de travail, salaires mais aussi formation et plan d'urgence pour la santé et le social. D'autres manifestations étaient organisées dans d'autres villes d'Europe.

La rencontre, devant le ministère de la Santé, avec le cortège des mutualistes démontre qu'il est possible de rassembler les salariés et les « usagers » pour défendre un service sanitaire et social de qualité au sein d'un système de protection sociale solidaire. D'autant que la loi hospitalière d'Evin, prévue pour le printemps 90, fait craindre le pire : l'accentuation de la dégradation du secteur, la mise en concurrence accrue avec le privé, l'alignement des missions sur la « santé économique du pays ».

La cote d'alerte est atteinte. Il est temps que tous les travailleurs hospitaliers et sociaux et la population se retrouvent pour revendiquer l'égalité de tous à l'accès aux soins de qualité. Cette manifestation ne peut suffire à elle seule. Elle ne doit être qu'une étape pour un mouvement plus vaste, plus fort.

L.N.

ÉLECTIONS CNRACL

La percée du CRC

QUELQUES mots sur la percée de la fédération CRC, fédération régionale des syndicats santé-sociaux d'Ile-de-France, lors des élections à la Caisse de retraite des hospitaliers publics et collectivités locales (CNRACL) (1). Cette élection, qui n'attire pas les foules, était un des tests de représentativité pour le CRC. Au-delà de la confiance accordée par les salariés au CRC lors des mobilisations du secteur sanitaire et social, depuis l'automne 88, les équipes syndicales avaient besoin d'un test sur lequel s'appuyer pour reconquérir les droits syndicaux confisqués par les directions hospitalières, sous les applaudissements des autres syndicats (CGT, CFDT, FO).

Sans aucun moyen (pas de panneau, ni local ni heures syndicales dans de nombreux établissements), en peu de temps, le CRC a su recueillir 20 à 70% des suffrages là où il est présent. Si bien que sur l'Ile-de-France, il devrait pouvoir recueillir entre 12 et 15%, loin derrière la CGT qui profite ainsi de la scission opérée par la CFDT, derrière FO (qui chute considérablement), mais très peu éloigné de la confédération cédétiste qui, bien évidemment, perd du terrain.

Les salariés, en votant CRC, ont su reconnaître ceux qui se battaient à leurs côtés en 88, et qui se battent encore en 89 ; ceux qui veulent ou essaient de développer un syndicalisme différent, solidaire et unitaire.

HELENE (gr. Pierre-Besnard)

(1) Nous reviendrons sur les résultats nationaux (qui ne seront publiés que le 9 novembre) dans un prochain M.L.

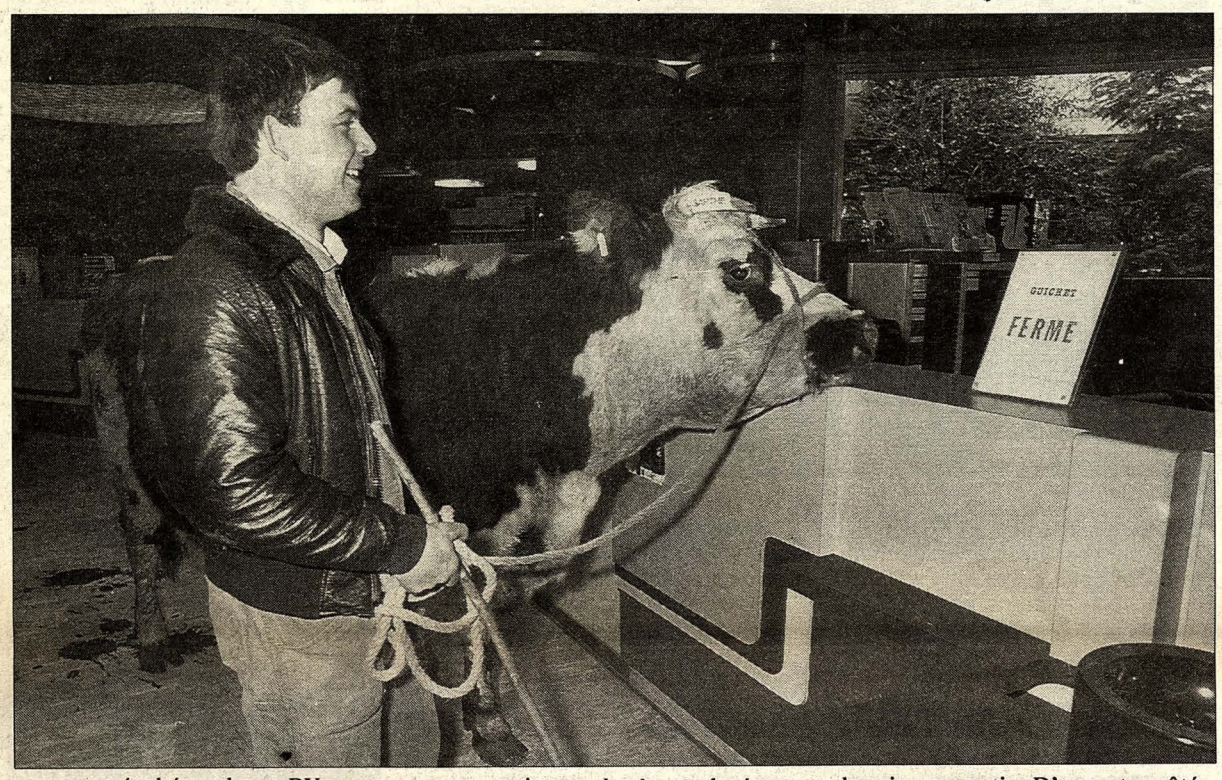
N°766 JEUDI 26 OCTOBRE 1989

AGRICULTURE

La mafia de l'agro-business

DE temps en temps, en agriculture comme ailleurs, un trafic illicite est démantelé, comme par exemple ces cent mille certificats vétérinaires délivrés contre de l'argent par trois des « responsables » (?) de la Direction des services vétérinaires des Ardennes.

Cela rappelle étrangement l'autorisation sanitaire d'exporter en Espagne du lait ramassé illégalement chez de gros éleveurs d'Ille-et-Vilaine pour qui les quotas ne sont pas une contrainte. Il suffit d'avoir des appuis occultes pour bénéficier de la complaisance des services de l'Etat. Cette même DSV n'a jamais voulu ennuyer un industriel porcin (500 truies et la suite) qui avait pourtant récolté quelques PV pour pollutions des eaux et pour non-respect des normes d'épandage du lisier ; il n'est pas prévu de gêner le développement de l'agro-business.



Les mutuelles ne sont pas à l'abri

Cela sautait aux yeux lors du Salon des Fourrages à Guer (56), où le mouvement cumiste de tout l'Ouest se retrouvait. Les CUMA (coopératives d'utilisation du matériel en commun) auraient pu se contenter d'exposer seulement du matériel utilisé par elles, avec les appréciations sur leurs qualités et leurs défauts. Mais les marchands étaient là avec leur capitalisme puant, mais vent savoir prendre le recul nécessaire face aux marchands de toute nature).

L'INRA et les autres organismes de recherche sont quant à eux tellement orientés par le pouvoir économique, par gouvernements interposés, qu'il faut considérer comme exceptionnelle la moindre innovation à contre-courant, comme celle qui consiste à parler (enfin !) d'agronomie à des agriculteurs.

D'un salon à l'autre

Près de Rennes, un salon de l'élevage, le SPACE, se développe sur des bases purement et simplement commerciales. D'ailleurs tous les gros éleveurs y affluent pendant que leurs salariés s'occupent du bétail et des cultures fourragères.

Le magazine agricole télévisé de FR3 le 17 septembre était révélateur de l'ambiance qui règne dans ce salon.

Lemétayer, un des nouveaux pontifes de la FNSEA, était interviewé pour présenter l'objet du salon SPACE ; en faisant l'inventaire des productions animales de l'Ouest (bovins lait et viande, porcins, ovins, caprins...), il oubliait allègrement tout le secteur avicole (volaille et lapins) qui offre pourtant une production considérable ! On reconnaît là le syndicaliste à l'écoute de « tous les agriculteurs » (à défaut d'adhérents nombreux).

Après Lemétayer, un autre syndicaliste de la FNSEA était interrogé sur le devenir de la production de viande bovine en Ille-et-Vilaine. Il aurait pu paraître plus intéressant de poser ces questions à l'association des éleveurs qui ne veulent pas disparaître à leur tour (du fait des quotas, six cents éleveurs spécialisés ont disparu dans le département, il n'en reste que quatre cents), d'autant plus que cette association regroupe non-syndiqués et syndiqués de différentes obédiences, à la mode des coordinations infirmières et postières.

Mais l'objectivité de l'information délivrée par les médias n'est pas pour demain !

A l'occasion du SPACE, il n'est question que de l'avenir florissant de la production laitière, alors que les quotas ont fait disparaître 6 500 exploitations laitières en Ille-et-Vilaine, et que sur les 14 000 restantes, plus de la moitié sont appelés à ne pas se pérenniser ; j'ai vu plusieurs copains d'école découragés de s'installer, et préférant tirer parti du BTA ou du BISA pour chercher un travail à revenu et horaires garantis. D'un autre côté, ceux qui se contentent d'un CAPA ou d'un BEPA n'auront plus la possibilité de s'installer à leur compte à partir de 1992. L'optimisme n'est plus de rigueur à ce niveau-là, et si rien ne change dans ce défaitisme ambiant, il y aura véritablement hémorragie de la profession agricole.

Une tactique bien huilée

En effet, pas de danger que toute la profession se mobilise contre cette hécatombe. La stratégie d'une partie éclairée des producteurs (la mafia FNSEA-CNCCMA) s'arrange pour que tout concorde (les politiques du Crédit Agricole, des coopératives, du gouvernement) dans le sens de l'avènement d'une agriculture de chefs d'entreprises.

Les salons comme celui du SPACE sont là pour faire honte aux petits et moyens paysans et pour dissuader les jeunes de s'installer s'ils n'ont pas le profil CDJA et les poches bien remplies. Lorsqu'un éleveur se permet d'acheter 168 000 francs une génisse de six mois, payés comptant, il s'agit d'une véritable provocation, même si dans quelques années les veaux mâles (pour faire des taureaux) et les veaux femelles (pour faire des mères à taureaux) seront eux aussi vendus très cher.

Il est vrai que la recherche ne va que dans le sens d'une production capitaliste, au sens écœurant du terme, financée pour part par un Etat pourri et d'autre part par les poids lourds du commerce européen.

La lutte est inégale pour les partisans d'une agriculture paysanne face à la mafia de l'agro-business. Et pourtant certains s'entêtent à vouloir leur résister...

Sacraimaohdy

Porc qui flambe...

Après une crise sévère où le prix du kilogramme de porc à la production était descendu aux alentours de 8 F, cet été a vu les cours remonter à près de 14 F du kilogramme ! Les trésoriers exangues des éleveurs vont tout d'un coup se refaire une santé, quoique l'éclaircie risque de ne pas durer.

La hausse des prix est due à une baisse de la production partout en Europe (sauf en Bretagne et au Danemark), qui avait pour origine des faillites ou des reconversions d'éleveurs agenouillés.

Avec la production qui repart, une nouvelle crise s'annonce à l'horizon 1990 : celle-ci sera sans doute fatale à bon nombre d'éleveurs en sursis. A moins que l'on ne prenne les devants.

J.-C. (Rennes)

Jéhovah le tyran

« UN gouvernement universel dirigera bientôt toute la terre. Le livre *Que ton royaume vienne !* décrit le changement soudain qui se produira lorsque ce gouvernement renversera tous ceux qui sont en place actuellement... Si vous tenez à la vie, il vous faudra vous soumettre à ce futur gouvernement universel... »

L'ombre de la dictature cléricale place au-dessus des impies. Cette ombre n'est autre que celle de Jéhovah, que ses infatigables « témoins » promènent, après 17 heures, lorsqu'au soir d'une journée de labeur chacun rentre chez soi. De couloirs en portes et de portes en appartements, ils vont, ceci maintes fois dans l'année.

Pourquoi tant de fric ?

Après avoir sonné, ils s'incrustent tant bien que mal en vue de vous livrer la parole divine. Une main sur le cœur, l'autre tendue serrant des exemplaires de leurs bimensuels *La Tour de Garde* et *Réveillez-vous !* ; les « témoins » se mettent à vous conter des histoires à dormir debout, qu'un gamin aurait bien du mal à croire. Tout un univers terrible et merveilleux à la fois vous est dévoilé par la magie du verbe qui se veut convaincant. Si cela ne suffit pas, la lecture des brochures citées plus haut vous est proposée pour la modique somme de deux francs l'une. Trente-deux pages de rêve pour deux francs. Huit francs l'ouvrage de 192 pages *Que ton royaume vienne !* Bigre ! Mieux qu'au loto ou au tac-o-tac ! Que voilà des gens généreux et fortunés pour vendre à si bas prix leurs publications. On serait alors tenté de poser la question insidieuse : « D'où vient l'argent ? » De la dîme, certes, payée par chaque « témoin » ; mais au-delà des 10% du salaire, n'y aurait-il pas quelques affaires juteuses ? Ceci à l'exemple des pratiques évangélistes, le pasteur Swaggart en tête. Mais au-delà des questions financières, posons-nous la question de fond : se soumettre à qui, à quoi ?

Militaires en déprime

A la lecture des écrits de nos visiteurs, il apparaît comme un leitmotiv que l'individu est par essence imparfait, voire mauvais. Satan, à défaut de pouvoir toujours l'habiter, semble le guetter sans cesse. Bien entendu, seul Dieu, tel Batman, peut le remettre dans le droit chemin à force de prières. Ainsi, sur 32 pages, quel que soit l'article, le lecteur se voit réprimandé tel un garnement pris à voler des pots de confiture. Manifestement, il y a là souci d'infantiliser celui ou celle qui se prendra à lire les publications des « témoins ».

En Amérique du Sud et plus particulièrement au Chili, les Mormons, les évangélistes, les pentecôtistes et autres « Témoins de Jéhovah » venus des Etats-Unis prêcher la bonne parole ont rencontré un certain succès auprès des militaires et de leurs familles, naguère catholiques, qui n'ont eu de cesse de rompre avec une Eglise devenue par trop critique vis-à-vis du régime de Pinochet et en certains cas par trop sensible à la théologie de la libération. L'adoption par des tortionnaires notoires de cultes prônant la soumission est un signe qui ne peut nous tromper. Les adeptes de l'Ordre savent s'apprécier. De l'ordre et du massacre, devrais-je dire ! Lisez plutôt cet extrait tiré du numéro du 22 septembre 1989 de la revue *Réveillez-vous !*, à propos d'un délinquant qui se repent de son crime et qui se voit moralisé par un « témoin de Jéhovah » : *« En quoi ton cas est-il si particulier ?* m'a-t-il demandé. *Pense à tous les civils que j'ai tués. Quand mon peloton faisait un raid sur des villages vietnamiens, nous fauchions la vie de dizaines de personnes, dont beaucoup étaient des femmes et des enfants innocents. Tu crois que ça ne me travaille pas aujourd'hui ? Je suis incapable de l'oublier ! Pourtant, je pense que Jéhovah, le Dieu d'une infinie miséricorde, m'a pardonné. Ce que tu as fait est loin d'être aussi grave que ce que j'ai fait. Toi, tu as tué un homme ; moi, je ne sais même pas combien j'en ai tués !* » On reste confondu par de tels propos. Massacrez... Jéhovah lave plus blanc vos péchés ! »

Brebis ou moutons ?

Décidément, Chiites et Lefebvristes n'ont pas le monopole de l'intégrisme. Sous le costume-cravate du « témoin de Jéhovah » se dessinent les contours de la sombre soutane des inquisiteurs de tous poils. Damnés, les laïcs ont à faire montre d'un athéisme sans faille, renforcé par un anticléricalisme vigoureux, histoire de faire savoir que contrairement à la Bible, ils ne sont pas disposés à suivre l'injonction : *« Obéissez à ceux qui sont à votre tête ! » Ni Dieu ni maître,* devise toujours actuelle, doit se répandre jusqu'aux oreilles des esclaves à l'esprit encombré par des propos du style : *« Jéhovah donne des surveillants à son organisation. Ces hommes montrent l'exemple en veillant sur les « brebis », qui en éprouvent du réconfort »* (Esaïe 32 : 1,2). Du réconfort, c'est ça !

Claude NEPPER
(Gr. Galina-Makhno de Lyon)

LILLE

ÇA BOUGE

En avril dernier, des gays étaient invités par le Centre culturel libertaire à participer à deux émissions sur Radio Campus dont le thème était : « Liberté, égalité, fraternité : qu'en est-il pour les gays ? » Ces émissions nous ont permis de retrouver des anciens « militants » d'associations gays lilloises et ensemble il nous a été très facile de constater que tout n'était pas rose pour les gays d'Europe (SIDA, clause 28, fermeture des lieux gays, descentes de police...).

A Lille, malgré quelques initiatives isolées, il ne se passe pas grand-chose. Nous nous sommes dit qu'au lieu de gaspiller nos énergies chacun de notre côté, il serait plus intéressant de les réunir dans un seul et même projet. D'où l'idée de la création d'un groupe où chacun ferait profiter à la collectivité de son expérience à tous niveaux. Qui n'a pas un savoir-faire à faire partager ? A échanger ? Le but serait la communication ; qu'elle soit pratique, professionnelle, juridique, festive, de loisirs, de santé, défensive, historique, etc. Le tout pour revigorer une communauté dispersée et constituer un groupe de pression capable de faire rentrer dans leurs droits les citoyens à part entière que nous nous devons de devenir.

Prochaine réunion : mercredi 15 novembre à 20 h 30 au Centre culturel libertaire « Benoît Broutchoux », 1/2 rue Denis du Péage à Lille.

E.D.

N°766 JEUDI 26 OCTOBRE 1989

De l'influence d'un pays sur la vie de deux militants bretons

IL était une fois un grand pays qui s'appelait la France. Enfin, lui, il se croyait grand, parce qu'à vrai dire, à l'échelle de la planète, il était plutôt moyen... et même franchement petit. Il était composé d'une mosaïque de communautés d'hommes et de femmes qui n'avaient pas demandé à vivre ensemble, les Alsaciens et les Bretons, les Basques et les Corses, les Auvergnats et les Comtois, les Lorrains et les Savoyards, les Provençaux et les Occitans... et d'autres encore. Les Parisiens par exemple. Ils avaient des croyances étranges : ils pensaient, parce que les rois de ce pays, vivant à Paris, avaient au hasard des guerres et des mariages composé un peu au hasard ce patchwork, ils pensaient dans leur naïveté de Parisiens qu'ils formaient à eux seuls l'essence, l'âme d'une nation. Et le plus extraordinaire, c'est qu'à travers toutes les révolutions et les bouleversement que connut ce qu'ils appelaient la France à travers les siècles, rien ne leur fit changer d'avis, aveugles qu'ils étaient. Aujourd'hui encore, ils croient que l'ambition suprême, le bonheur parfait pour chaque citoyen de ce pays, c'est d'être « Français » à l'image inodore, incolore et sans saveur des Parisiens.

Bien sûr, c'est vrai, il est cent fois, mille fois préférable d'être né français qu'éthiopien, chinois, indien, noir à Prétoria, arménien en URSS, juif à Varsovie, palestinien à Béthléem, salvadorien sous la guérilla, démocrate à Berlin, basque à Burgos, arabe à Marseille, frileux en Laponie, que sais-je encore ? Bien sûr, la France est un pays privilégié à tous égards : c'est un pays de culture, d'humanisme (si, si... par rapport à tant d'autres !), les ouragans ont la décence de passer au large (ou alors, en Bretagne, c'est moins grave qu'à Paris ou dans un lieu civilisé où il faudrait indemniser les victimes, ou en Guadeloupe où ça fait bien de faire la charité), démocrate (la preuve, j'écris...), où la plupart des citoyens ont le droit de vote, la sécurité sociale, à manger trois fois par jour et un toit sur la tête. Bon, il y a bien des exceptions, mais c'est vrai, par rapport au reste de la planète, il est plus douillet, plus confortable, plus valorisant intellectuellement (ah... Voltaire, Montesquieu, Rousseau, Hugo et les autres...), plus nourrissant, plus... tout, quoi, d'être français.

Mais au fait : « Etre français », qu'est-ce que cela signifie ? Etre né sur le sol administratif de la France ? Combien de migrants de la deuxième génération se voient refuser le droit à la nationalité française alors qu'ils ne connaissent d'autre pays que celui-ci où ils ont grandi ? Parler la langue française ? Mais combien de francophones n'ont rien à avoir avec ce que l'on appelle l' « Hexagone » : citons pour mémoire le Québec, la Wallonie, les pays africains colonisés au temps (lointain, rassurons-nous) de l'obscurantisme esclavagiste et qui ont conservé le parler de leurs anciens maîtres, voire même le pays gallo, où l'on parle un patois francophone depuis plusieurs siècles...

Qu'est-ce que la France ? Une nation ? Une patrie ? Cela impliquerait un même amour, une même passion de la part de ses citoyens, un même passé et une même reconnaissance de valeurs affectives communes. Mais non, la France n'est qu'un Etat, une institution, une entité administrative. Mais de quel droit cette abstraction, cette institution, cette entité administrative vient-elle se mêler de ce qui ne la regarde pas : notre droit fondamental, viscéral, intangible d'être bretons ? D'aimer la Bretagne dans sa splendeur et sa démesure, de ne vivre et de ne respirer pleinement que sur le sol breton ? D'éprouver une vraie jouissance à parler, penser, aimer breton ?

En quoi cet amour lèse-t-il les intérêts de l'Etat français ? Qui conteste en Bretagne ou ailleurs la nécessité de parler d'autres langues vivantes (dont le français) ? De vivre et de construire génération après génération en harmonie avec les autres peuples de la terre ? De payer des impôts pour une vie collective évidente ? Voire même de voter pour désigner collectivement ceux qui gèreraient au mieux (?) les intérêts de la collectivité ?

Empêche-t-on les habitants de Conflans-Sainte-Honorine d'aimer Conflans-Sainte-Honorine ? Se moque-t-on des Auvergnats attachés à leurs traditions ? Non, bien sûr, ce sont de « bons » Français. Mais les Corses, les Bretons, les Basques, qui ne demandent qu'une chose, qu'on leur foute la paix, pourquoi tient-on absolument à leur faire endosser un costume qui n'est pas le leur ? Les ridiculiser parce qu'ils préfèrent une langue et une vie à eux, qu'ils reconnaissent des valeurs différentes, qu'ils se veulent et sont différents ?

Tout cela pour dire que je ne sais rien de Jean-Yves Meudec et Gilbert Cabon, si ce n'est qu'ils sont deux prisonniers politiques bretons enfermés dans les geôles françaises, et que cette seule expression « prisonnier politique breton » est triplement scandaleuse. Ont-ils tué, blessé, menacé le glorieux Etat français ? Nul ne peut en faire la preuve. Sont-ils de douteux marginaux dangereux pour cet Etat si solide et si fort ? Que non pas, ils travaillent dans le système et ont reçu le soutien spontané de leurs concitoyens... Des hommes normaux, alors ? Pas tout à fait ; ils s'obstinent à parler breton. Ce qui effectivement autorise l'Etat français à trembler sur ses bases — pensez ! parler breton.... est-ce bien humain ? Et pourquoi pas basque, alsacien ou arabe, tant qu'on y est ?

Quand la raison d'Etat se rend ridicule au point d'enfermer deux jeunes hommes et d'inculper des hommes et des femmes au seul motif de leur amour pour leur terre (ce que l'on appelle une patrie, si ça existe, pas sur une carte géographique mais dans le cœur et dans la tête), quand ces arrestations ont lieu sans preuve, sans certitude, on peut légitimement se poser la question ; n'est-il pas honteux d'appartenir à un tel Etat ? Se rebeller devient alors un acte de légitime défense, une nécessité vitale, un droit absolu d'homme libre sur sa terre libre. Le FLB n'aurait jamais existé, l'ARB n'existerait pas sans l'acharnement aveugle de l'Etat français, son incroyable entêtement à nous vouloir tous Français dans l'âme, au lieu de se contenter d'être ce qu'il a toujours été et ne cessera jamais d'être ; un simple chiffon de papier, dérisoire et ridicule.

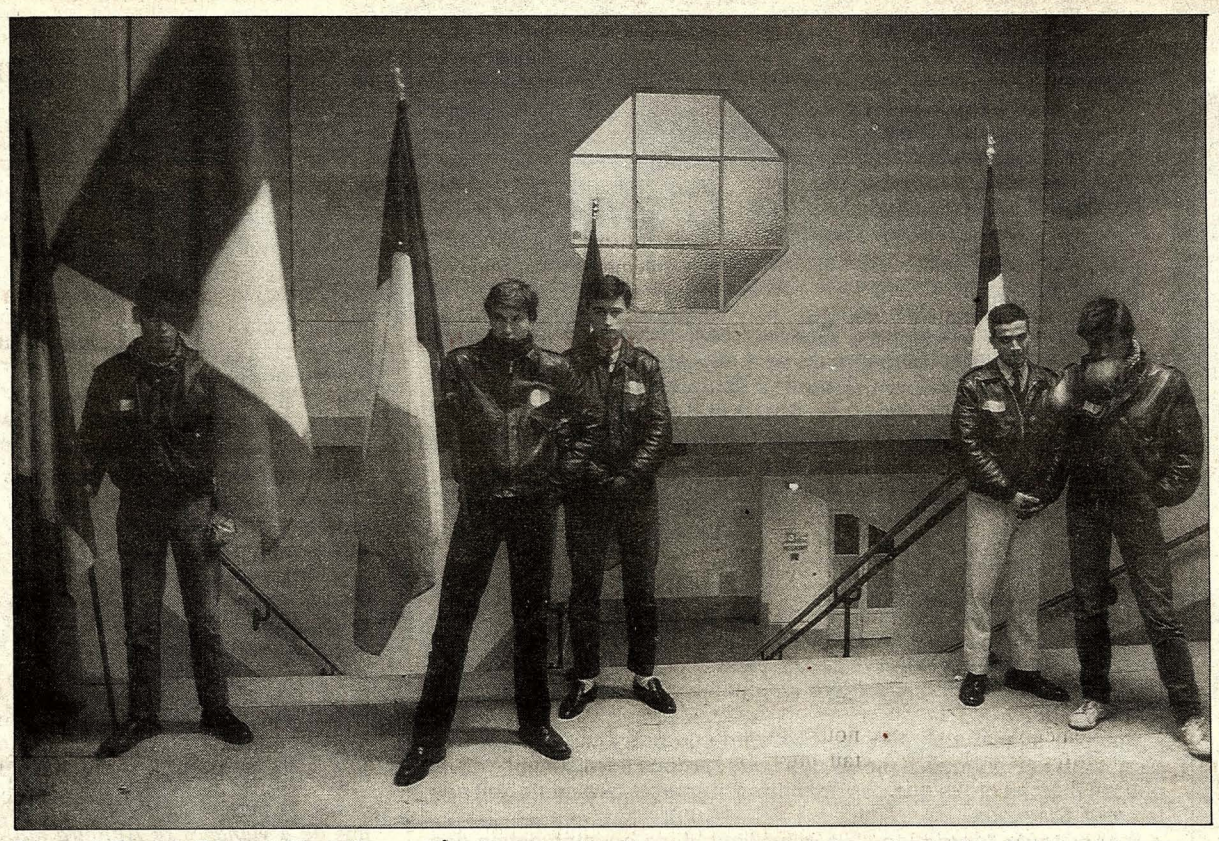
A.L.

PNFE

Les gardiens de la race blanche

Monde Libert 26-10-89 p7

DEPUIS le 17 septembre, le groupuscule d'extrême droite Parti national français et européen (PNFE) fait parler de lui. Les investigations du juge font suite aux attentats commis en mai et décembre 88 contre les foyers Sonacotra de Cannes et de Cagnes-sur-Mer (un mort et douze blessés) remontent au PNFE. Conséquence : trente-quatre personnes interpellées, dix-neuf inculpées, et seize écrouées, dont son président Claude Cornilleau et Serge Lecanu, le secrétaire du syndicat de police FPIP. Les médias découvrent la radicalisation d'une frange de l'extrême droite ouvertement néo-nazie et ses ramifications dans nos honorables institutions républicaines et démocratiques que sont la police et l'armée.



Origines du PNFE

Claude Cornilleau, le président du PNFE, est un transfuge du Front national après avoir été OAS et Jeune Nation. Il s'est séparé de Le Pen en 1981 avec ses amis de la revue *Militant :* Pierre Bousquet, ancien Waffen SS, Jean Castrillo, ancien du Parti populaire français de Doriot et Pierre Pauty, expoujadiste (*Article 31* n° 30). Ces trois derniers militaient dans le FN depuis 1972. Ils y occuperont des postes de responsabilité au sein du bureau politique ou du comité central. La revue est largement diffusée par le Front national. Le courant « comités Militant » se développe et se structure. Jean-Pierre Stirbois, préférant jouer la carte parti parlementaire, démocratique et respectable, les ultras quittent le navire. Après avoir flirté avec le MNR et l'Oeuvre française, les comités « Militant » fondent le Parti nationaliste français (PNF) en décembre 83. Le présidium, en plus des trois fondateurs de la revue, comporte Jean-Bernard Daniel, Patrice Chataille et... Claude Cornilleau.

Celui-ci, sur la localité où il réside, profite de la situation politique pour bénéficier d'une promotion sociale. En mars 83, à Chelles (Seine-et-Marne), le candidat RPR Charles Cova veut reprendre la ville aux communistes. Malheureusement pour lui, les jeunes quittent son parti pour regarder du côté du FN. Pour éviter de se faire contourner sur sa droite, le CNI ne suffit pas, il fait donc appel à Cornilleau. Celui-ci sera le grand bénéficiaire de la manœuvre dès que la liste Charles Cova sera élue. On le présente à la population comme un divers droite, bon chef de famille, père de trois enfants. Elu conseiller municipal, Cornilleau se sert de ce titre municipal pour passer dans la presse locale ses propres communiqués avec en deuxième signature : président du PNF. Ses déclarations ne faisant pas dans la dentelle, il sera condamné le 5 juillet 84 par le Tribunal de Meaux à une amende de cinq mille francs plus dommages et intérêts sur une plainte déposée par le MRAP pour *« provocation au moyen d'écrits distribués au public à la discrimination et à la haine à l'égard d'un groupe de personnes en raison de leur origine ou de leur appartenance à une ethnie ou à une race déterminée »*. Une motion de désaveu des propos de Cornilleau est présentée au conseil municipal : pour 10, contre 29, abstention 4. C'est toujours le soutien de la part des élus RPR, UDF et CNI. Cornilleau choisit pour siège social du PNF la mairie de Chelles. Le maire refuse d'en délibérer au conseil municipal de décembre 84. Motif : *« le PNF n'est pas interdit et l'autorité de tutelle n'a pas demandé l'agrément du maire pour entériner la décision de Cornilleau et la faire publier au* Journal officiel *»*. Dans de nombreux conseils municipaux, les prises de positions de Cornilleau orientent les décisions (comme le refus de renouveler la subvention au MRAP). Ses idées pour réagir contre l'invasion étrangère et défendre l'identité ethnique passent très bien. En janvier 85, le maire chellois Cova présentera ses vœux en demandant à la population qu'aucun logement ne soit attribué à des étrangers qui ne sont pas nés à Chelles. Cette demande est faite aux sociétés d'HLM et à tous les propriétaires chellois. La population d'origine maghrébine est ouvertement nommée car, trop c'est trop ! Le RPR dispute le terrain au FN, candidat avec le PNF aux cantonales de mars 85. Cornilleau se présente sur le canton de Vaires. Daniel Boitel, président de son comité de soutien, déclare être déçu du FN qui n'est qu'un parti démocratique multiracial comme les autres.

Les réunions électorales se déroulent dans la mairie annexe aux cris de *« la France d'abord. La France aux français ! »* Cornilleau obtient cent trente-et-une voix. Pour célébrer sa victoire électorale, le maire RPR diffuse une revue couleur dans toutes les boîtes aux lettres (avec quelle caisse noire ?). Cova y signe un article. Le titre : *Non ! la France n'est pas raciste.* Le texte : *« Ce sont les Arabes et les Africains, pour leur grande majorité, que les Français supportent de plus en plus mal, car l'on y trouve le plus fort pourcentage de marginaux, volontairement rebelles à nos lois et à nos coutumes. Il faut savoir que la délinquance des étrangers immigrés est à peu près le double de celle des Français, et parmi ces étrangers la plus grande part est fournie par ceux originaires du continent africain, etc., etc. »*

Mai 88, Cornilleau fait défiler ses troupes en grand uniforme (chemise brune, rangers et brassard rouge à croix celtique blanche). Les quinze individus posent devant l'appareil photographique de leur président. Les prises de positions de Cornilleau et son attitude agressive commencent à gêner. Cova demande à son colistier de démissionner.

(suite p. 8)

N°766 JEUDI 26 OCTOBRE 1989

PNFE suite

Celui-ci refuse et il restera au conseil jusqu'à son déménagement pour Crécy-la-Chapelle. C'est l'échec pour Cova : ses prises de positions n'ont pas empêché son électorat de se tourner vers le FN (aujourd'hui, un Chellois sur cinq vote Le Pen). Le grand gagnant de l'opération c'est « l'ami Cornilleau » qui, s'accrochant à son poste de conseiller, lance en 85 une revue : *Tribune nationaliste,* pour fonder en avril 87 son propre parti, le PNFE qui, ouvertement, se déclarera néo-nazi.

Le PNFE aujourd'hui

Les références idéologiques du parti sont étalées : ce sont Hitler, Faurisson, Brasillach, Mussolini et Goebbels. La haine du juif est revendiquée. Les uniformes apparaissent ainsi que les retraites aux flambeaux et les stages d'entraînement au Château du Corvier à Vouzon (Loir-et-Cher). On aimerait croire à un folklore douteux, mais en deux ans le PNFE progresse. Sans aucun problème, *Tribune nationaliste* soutient les auteurs présumés des ratonnades ou des attentats, alors que dans le petit monde de l'extrême droite, même si l'on approuve, on n'ose le dire.

Ainsi, le PNFE recrute les skinheads par bandes entières. Les skins veulent parler musique oï ; on leur ouvre des colonnes. Les déçus du FN, jugé trop sage et respectable, le rejoignent, comme l'inspecteur principal Serge Lecanu le secrétaire général de la FPIP, aujourd'hui écroué.

En juin 83, la FPIP avait fait parler d'elle car plusieurs milliers de policiers avaient répondu à son appel pour manifester sous les fenêtres de Badinter. Aujourd'hui, ils sont au moins une dizaine affiliés au PNFE. Serge Lecanu est le responsable de la sécurité interne du parti. Il commande la section spéciale chargée d'infiltrer les milieux nationalistes, d'archiver les informations, d'assurer la sécurité des réunions, meetings et manifestations, ainsi que de former des militants au tir et aux arts martiaux pour réaliser des opérations ponctuelles (document saisi chez Lecanu). Entendu au cours de l'enquête, le capitaine Paul Barril, cet ancien gendarme du GIGN, avait déjà en 1981 fait parler de lui. Il était soupçonné par le juge Boullouque d'avoir fourni deux détonateurs à un ancien camarade de régiment tombé dans une affaire de trafic d'armes pour le compte de groupes d'extrême droite. Aujourd'hui, Barril, patron d'une société de sécurité privée, a employé un des inculpés comme agent de sécurité.

Malgré les inculpations qui frappent le mouvement, les militants du PNFE ne se font pas trop discrets. Le 7 octobre, treize militants ou sympathisants (dont trois sous-officiers d'active français et un militaire allemand) agressent trois jeunes à Audun-le-Tiche en Moselle à la sortie d'une réunion animée par des chants nazis. La peste brune est coriace.

Bernard (gr. Sacco-Vanzetti)

TROYES

Procès de trois mutins

SOUS le chef d'inculpation « *coups et blessures volontaires* », trois prisonniers : Alain Trouvé, Jacques Sartory et Jean-Yves Gourdon, comparaîtront le 31 octobre au tribunal de Troyes. Sinistre retournement de situation : si un surveillant-chef a été légèrement blessé au cours d'un début de mutinerie, le 12 juin dernier, sept prisonniers — dont les trois inculpés — ont, quant à eux, été véritablement lynchés.

A l'origine de la tentative de mutinerie, un « incident » relevant de la routine du non-droit carcéral : pour l'anniversaire d'un détenu, ses compagnons organisent une petite fête. Interdit. Stéphane Meyer, détenu de vingt ans, est accusé d'avoir stocké quatre canettes de bière à cette occasion et convoqué au prétoire de la prison.

Militant de la Coordination antifasciste de Clairvaux, investi dans les luttes carcérales revendiquant entre autres l'abolition du prétoire, il refuse pacifiquement de se rendre à cette convoquation. Il est embarqué de force au mitard. Ses compagnons entendent des cris et des coups. Révoltés, une centaine de détenus décident, le lendemain 12 juin, de refuser de remonter en cellule en signe de solidarité. Se produit alors une brève altercation entre des détenus et le surveillant-chef Decaux. Celui-ci, légèrement blessé, se dégage. La tentative de mutinerie a échoué. Trente-quatre prisonniers restent néanmoins sur le terrain de sport pour un sit-in pacifique.

Clairvaux-sur-terreur

20 h 45 : 150 CRS envahissent la prison. La partie est inégale, et les détenus se rendent — sans violence. Les violences, les tortures plutôt, commenceront plus tard. Car les matons, qui ne risquent plus rien, ont préparé une « haie d'honneur » à l'intention des révoltés. Un à un, sept prisonniers, évidemment choisis parmi les plus engagés dans

les luttes carcérales, sont appelés. Roués de coups de pieds (chaussés de chaussures de sécurité, évidemment), de coups de matraque... Littéralement assomés avant d'être balancés, nus et couverts d'hématomes, au mitard. Une véritable boucherie, confirmée par... les gendarmes, témoins du lynchage. Le procureur entendra les détenus tabassés, mais, bien sûr, ne poursuivra aucun de leur tortionnaires.

La centrale de Clairvaux a été le théâtre de bien d'autres révoltes, et d'autres lynchages. Le souvenir des révoltes de 1974 est toujours présent, tant chez les matons que chez les détenus. Les prisonniers qui y sont incarcérés y purgent tous de très longues peines (de quinze ans à perpétuité) dans un climat de haine, de terreur : la violence est de tradition dans cette centrale considérée comme l'une des plus dures de France, et le personnel ne lésine pas sur les insultes, les menaces de mort, les tabassages.

C'est pourtant dans cette atmosphère de destruction par la terreur que se sont développés divers mouvements de lutte, parmi lesquels la coordination des prisonniers antifascistes, fondée l'an dernier, dont se revendiquent les trois prisonniers inculpés de coups et blessures. Une organisation qui revendique la révolte face au fascisme carcéral. Les matons ont sans doute espéré briser définitivement toute velléité de révolte en s'acharnant sur les prisonniers les plus revendicatifs, avant de s'en débarrasser (tous les présumés meneurs ont été transférés en quartier d'isolement dans des maisons d'arrêt de province). Raté, puisqu'il se trouve encore 95 prisonniers pour témoigner leur solidarité avec les inculpés (voir l'appel ci-contre).

Tabassages pour le bicentenaire

Les tabassages ignobles qui s'en sont ensuivis sont également à replacer dans le contexte très particulier de la veille du bicentenaire : la Chancellerie craignait par dessus tout que les détenus ne viennent perturber par leurs révoltes le grand show démocratique de juillet. Les tabassages de Clairvaux, celui de Djellali Mihoubi, un mois plus tard, au cours d'un mouvement collectif contre les quartiers d'isolement à la prison d'Yzeure, les très nombreux transferts de « meneurs » potentiels au cours de l'été, attestent de cette inquiétude et du pragmatisme barbare de la Chancellerie, dont le mot d'ordre cet été semble avoir été « on cogne, on transfère, on condamne et on n'en parle plus ».

Eh si, on en parlera encore ! L'abolition des quartiers d'isolement, du prétoire et du mitard ; le SMIC pour tous les travailleurs ; les parloirs intimes ; les remises de peine et conditionnelles systématiques ; l'amnistie pour tous les mutins... Telles seront les causes que défendront Jacques Sartory, Alain Trouvé et J-Y Gourdon au cours de leur procès. Telles sont les revendications qui, depuis quatre ans, secouent périodiquement l'univers carcéral. Malgré les tabassages, le mépris, les condamnations supplémentaires. Le procès de Troyes sera sans doute une nouvelle étape de ce combat.

PASCALE CHOISY

Joxe lave plus...

Dans une circulaire « explicative » du 2 août 1989, le ministre de l'Intérieur sort du cadre de la loi en ajoutant des conditions restrictives au séjour des étrangers. Désormais les préfets peuvent décider de refuser à des étrangers la qualité d'étudiant en prétextant une absence de « *réalité des études* ».

Il attribue aux préfets des pouvoirs hors de leurs compétences et il ne définit pas toutes les restrictions possibles ; on nage en plein Kafka... la satire en moins !

Le Collectif pour l'égalité des droits (PSA, UNEF-ID, UNEF (SÈ), InterCapa, SOS-Racisme) a déposé un recours en excès de pouvoir au Conseil d'Etat et projette l'édition d'un guide sur les droits et les recours des étudiants étrangers. Continuons d'agir pour l'accès aux connaissances pour tous et dans de bonnes conditions.

L. F.-M.

Appel de 95 prisonniers de Clairvaux

M. le Président,

Nos camarades détenus à Clairvaux sont déférés ce jour devant votre juridiction, pour répondre du délit de « coups et blessures ».

Notre manifeste, élaboré, discuté et approuvé par une très grande majorité de détenus de deux bâtiments A et B de Clairvaux, a pour but de vous expliquer quelle fut l'atmosphère ayant engendré ce mouvement.

Sachez bien que Clairvaux est une Centrale où les détenus doivent quotidiennement supporter leurs cellules durant 20 heures consécutives, avec tout ce qui peut résulter de cet enfermement pour des hommes subissant déjà de très lourdes peines.

Nous voulons également attirer votre attention, pour qu'au travers de ce procès, soit dit à l'ensemble de la communauté française, qu'en cette année du bicentenaire de la Déclaration des Droits de l'Homme, il est aisé de critiquer les pays ne les respectant pas, alors que dans le pays-phare, bien à l'abri derrière les murs, on continue de passer à tabac les détenus !

Pour un animal maltraité, on condamne de nos jours et c'est très bien, mais les détenus, à moins que nous ne nous trompions, n'ont-ils pas les mêmes droits que ces animaux ? Il semble que ce ne soit pas le cas à Clairvaux.

A la suite de l'agression d'un surveillant, il y a eu intervention des gardes mobiles, et ce sans grande violence. Par contre, il y a bel et bien eu une « haie d'honneur » de notre charmant personnel, « haie d'honneur » à laquelle le surveillant agressé et décrit par l'administration pénitentiaire comme mourant, n'a pas hésité, malgré la gravité de ses blessures, à prendre une part ô combien active !

Les détenus qui vous sont présentés, ainsi qu'une bonne trentaine d'autres restés en cour pour les soutenir, ont été massacrés, victimes de véritables bastonnades.

Nous ne fabulons pas. Il suffit de se reporter aux nombreux communiqués de la presse et au silence gêné du ministère qui a néanmoins admis qu'il y avait eu débordement.

Nous n'attendons aucun miracle de votre part, nous voulons simplement que la vérité soit dite aux gens !

Et par cette lettre, nous vous déclarons qu'en soutien à nos camarades torturés, nous refuserons le jour du procès de prendre la nourriture servie par ceux-là mêmes qui les ont torturés !

Suivent les noms et numéros d'écrou des détenus solidaires de nos camarades, qui vous sont présentés à ce jour.

Clairvaux, le 24 septembre

PRISONS

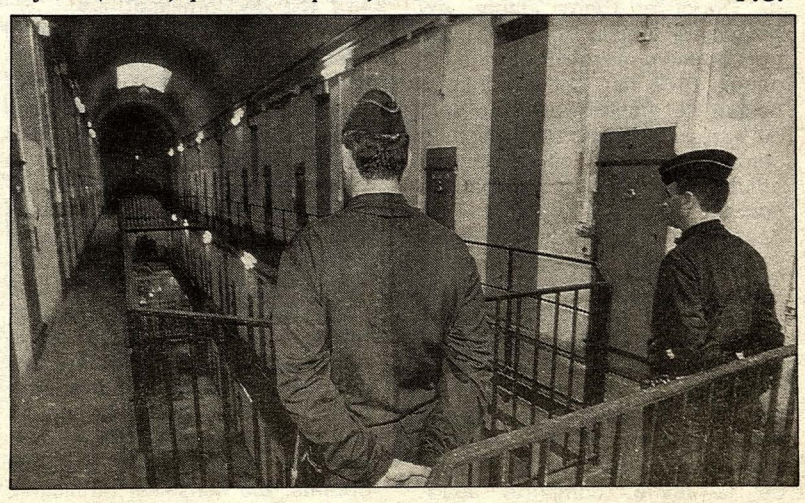
Absolution des matons

AMNISTIE pour les matons ! Des quelques 300 révocations prononcées par Arpaillange lors de la grève des matons, une seule a été maintenue. Une « clémence » qui indique que FO pénitentiaire fait toujours peur. Mais les matons ont perdu la première manche. Et il y a tout lieu de s'en féliciter : les matons ont fait la preuve qu'ils n'étaient que des porte-clés. Rien d'autre, ou du moins pas mieux : leur job est de fermer des portes. Sur la détresse, sur la souffrance, sur l'iniquité. N'importe quel flic, n'importe quel CRS, n'importe quel salaud est capable d'en faire autant. CQFD.

Mieux, cet échec aura sans doute fait perdre quelque crédibilité à FO pénitentiaire. L'interview de Vialatte à *7 à Paris* du 11 octobre indique clairement son programme : outre que cet homme au physique porcin se permet de traiter les détenus de « *viande* » (« *Aujourd'hui, le jeune (maton) qui ouvre la porte, il se retrouve devant quatre morceaux de viande qui sont tous des voyous !* »), il explique gravement qu'« *on fait du sentimentalisme à outrance vis-à-vis des détenus, mais il faudra que ça change ! Il faut plus de miradors, plus de caméras, et pas seulement vers l'intérieur des prisons, mais aussi vers l'extérieur ! Parce que maintenant, les attaques viennent aussi de l'extérieur !* ».

FO pénitentiaire a toujours revendiqué les pleins pouvoirs sur les détenus, et semble considérer toute amélioration des conditions de vie des détenus comme une insulte à son pouvoir. Pas question, certes, de prendre parti pour la Chancellerie contre les matons. Chancellerie et « matonnerie » ont la même fonction : réprimer, enfermer, détruire. Mais l'affaiblissement de l'une ou l'autre de ces deux composantes est toujours une bonne nouvelle.

P.C.



N°766 JEUDI 26 OCTOBRE 1989

AMÉRIQUE CENTRALE

La paix en vue ?

LE dispositif militaire des Etats-Unis en Amérique Latine s'appuie sur quatre zones d'implantation lourde : les Caraïbes, Panama, le Honduras, la Bolivie. La zone caraïbe, ceinture de sécurité, est parfaitement verrouillée par un ensemble de bases militaires et de colonies US. Ainsi, la révolution haïtienne a été confisquée par la volonté des Etats-Unis. Les petites îles indépendantes récalcitrantes peuvent subir une invasion directe, comme la Grenade en 1983. De plus, la présence coloniale française, anglaise et néerlandaise complète le contrôle de cette zone par le système capitaliste occidental.

Armées et mafias

La lutte contre la mafia colombienne est un prétexte pour étendre ce dispositif militaire vers le sud du continent. Les Etats-Unis sont préoccupés par l'indécision des armées locales à prendre parti pour l'un des deux secteurs capitalistes en conflit : la mafia de la drogue ou l'oligarchie traditionnelle. En effet, le contrôle des populations par la mafia s'organise sur un modèle fasciste-clientéliste, avec l'appui des milices paramilitaires. Celles-ci ont aidé l'armée à expulser les paysans des plaines pour se répartir ces terres fertiles et à combattre des guérillas puissantes. Mais les Etats-Unis favorisent désormais les démocraties de façade, pour canaliser les oppositions politiques, selon le principe du « cause toujours, tu m'intéresses » (1).

Depuis le renversement de Somoza en mai 1979 par la révolution nicaraguayenne, les Etats-Unis craignent que les guérillas ne se fortifient sous des régimes fascistes, honnis des peuples. Ainsi, au Salvador, où la guérilla contrôle un tiers du pays, ils ont soutenu la Démocratie chrétienne contre l'ARENA, parti d'extrême droite au pouvoir depuis 1989. La méthode du libéralisme bourgeois occidental consiste à abrutir les peuples, plutôt qu'à les terroriser, ce qui est à terme moins efficace. Le risque réside dans la possibilité donnée aux organisations populaires de réactiver les conflits sociaux, comme au Guatémala et au Honduras. Aussi, dans les nouvelles démocraties, l'armée conserve les leviers au pouvoir, pour éviter l'irruption de nouveaux Allende. Un bon exemple de neutralisation est Alan Garcia, président socialiste du Pérou, qui a été soumis par l'armée pour réprimer et appliquer une politique économique libérale.

En cas de dérapage social, une « guerre de basse intensité » est déclenchée, avec le suivi technique de la CIA. Ce nom signifie que les troupes US n'interviennent pas directement, afin de ne pas engendrer de mouvements d'opposition dans l'opinion occidentale. Ces guerres sont menées sur tous les fronts. Militaire d'abord, par les massacres, disparitions, déportations, etc., exécutés par les armées locales. Economique, par les pressions des firmes multinationales, qui contrôlent les économies des pays latino-américains. Idéologique, par le maintien d'une façade civile, qui permet de montrer à l'opinion publique que c'est la démocratie qui est menacée. Le prototype idéal de la guerre de basse intensité a été la contre-révolution nicaraguayenne, la Contra des « combattants de la liberté », dirigée par des fascistes notoires, ex-officiers de Somoza.

A qui sert la drogue ?

L'ennemi de l'ordre social capitaliste est dans ce processus accusé de tous les maux. Le grief principal dont sont affublées les guerillas, est l'organisation du trafic de drogue vers les Etats-Unis, afin de pourrir les forces vives de la nation américaine. La ficelle est grosse, mais la presse emboîte le pas. Elle explique le financement de la subversion par ce biais, afin d'éviter de poser les vraies questions sur les situations de pauvreté et d'ethnocides, et sur les soutiens populaires aux guérillas, même les plus délirantes comme le Sentier Lumineux. Ainsi, le Nicaragua est présenté comme la plaque tournante du blanchiment de l'argent de la drogue. L'équation suivante est tracée : guérillas + maoïstes + massacres de paysans + drogue = sandinistes. Une partie de la presse US a même pu annoncer que les sandinistes soutenaient la répression en Chine, alors qu'ils l'avaient condamnée !

En fait, des vrais coupables se trouvent dans... l'administration US. En effet la presse du Costa Rica vient de se déchaîner contre le président de la République, Oscar Arias (2). Celui-ci a financé sa campagne présidentielle par des fonds provenant du trafic de drogue. Il l'a publiquement

reconnu, en se retranchant derrière l'argument de l'utilisation collective des fonds. Le maître d'œuvre du blanchiment de la drogue est Daniel Obuder, vice-président de l'Internationale socialiste et ex-président du Costa Rica de 1974 à 1978. La commission d'enquête parlementaire a exigé qu'il rembourse ces fonds à l'Etat. La commission d'enquête parlementaire US sur l'Irangate avait révélé qu'Oliver North (3) avait construit un réseau de réexportation et de blanchissement de l'argent de la drogue au Costa-Rica, pour financer la Contra.

La Contra au bout de la seringue

L'administration reaganienne est aussi responsable du développement exponentiel de la délinquance au Honduras. Les chefs de la Contra ont, dans la logique de North, constitué un réseau mafieux dévastateur : expulsion et confiscation des terres de onze mille paysans producteurs de café, trafic de drogue et d'armes, prostitution, etc. Sans oublier les dévastations écologiques entraînées par les manœuvres conjointes avec l'armée US. Pour les chefs de la Contra, la libération du Nicaragua n'est plus qu'un objectif hypothétique, depuis la défaite que les sandinistes leur ont infligée en mars 1988. Leur reconversion passe par leur intégration dans la mafia de Miami.

L'aile politique de la contra s'est désolidarisée de l'aide militaire pour former la Coalition du centre démocratique le 14 octobre 1988. Puis, certains politiciens se sont intégrés au « dialogue national » au Nicaragua pour participer aux élections de 1990, où sont en lice vingt-cinq partis, dont une douzaine se sont regroupés dans une coalition allant du Parti communiste aux partis ultra-conservateurs, l'UNO (4). La défection de la plupart des politiciens de la Contra était liée à l'impossibilité dans laquelle ils se trouvaient de contrôler la destination des fonds.

Pour le gouvernement US, les seuls interlocuteurs sérieux sont les chefs militaires de la Contra, pratiquement tous ex-officiers de Somoza, formés aux Etats-Unis et dirigés par Enrique Bermúdez. Ceux-ci refusent tout compromis avec les sandinistes ; ce sont eux que Bush, secrétaire d'Etat puis président des Etats-Unis, a soutenu contre les politiciens qui avaient signé l'accord de Sapoa avec les sandinistes le 23 mars 1988. Le 4 août 1989, Bush recevait Bermúdez pour montrer aux présidents des pays centro-américains la ligne à suivre dans les négociations sur les accords de paix.

Xavier MERVILLE
(gr. Carlo-Cafiero)

(1) En 1943, les Etats-Unis avaient choisi la mafia sicilienne plutôt que la Résistance dans leur lutte contre les nazis en Italie ; cela explique la puissance et les relais de la mafia au sein du monde politique italien.

(2) Arias fut l'initiateur des accords de paix centro-américains d'août 1987 dits d'Escipulas II qui obligeaient chaque pays de l'isthme (hormis Panama et Belize) à constituer un « dialogue national ». Pour cela, il a reçu le prix Nobel de la Paix.

(3) North a été condamné à une amende pour sa participation à l'Irangate et il est adulé comme héros national par les réactionnaires américains.

(4) Union nationale de l'Opposition. L'aile politique de la Contra portait le même nom de 1985 à 1988.

ERRATUM

Dans le chapô de la page sur la SAC suédoise, une inexactitude s'était glissée : l'interview était menée par un camarade anglais du *Syndicalist bulletin,* et l'interviewé était Martin Nilsson, responsable de *SAC Kontakt.* Voilà, c'est réparé !

Thierry
(gr. P.-Besnard)

COMMUNIQUÉ CRIFA

ITALIE

Le local « Germinal » de nos compagnons de Carrare se trouve être l'enjeu de spéculations immobilières et politiciennes* (le local se trouve en centre-ville). Un ordre d'évacuation des lieux a été pris le 26 septembre par la magistrature.

Sûrs de leur bon droit, nos compagnons ont déclenché la riposte et la mobilisation dont le sommet sera une journée internationale de solidarité, le samedi 28 octobre 1989, avec une manifestation dans Carrare le matin, un concert l'après-midi, suivis le soir d'un meeting.

Pour témoigner de votre solidarité, vous pouvez envoyer lettres et télégrammes à :

la cooperativa tipolitografica
via S. Piero 13/A
54033 Carrara (Italie)

** Le local a été occupé par nos camarades dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, suite à leur participation à la lutte antifasciste.*

GRANDE-BRETAGNE

Libération des « Guilford Four »

JEUDI 19 octobre 1989 : trois Irlandais et une Anglaise, incarcérés depuis quatorze ans, comparaissent devant une cour d'appel d'un tribunal londonien. Verdict : ils sont innocentés des crimes pour lesquels ils ont été condamnés. Cette gigantesque « erreur judiciaire » n'en est pas vraiment une. Elle est le résultat d'une politique d'acharnement dans la répression anti-irlandaise, dans le cadre de la lutte qu'ont menée les gouvernements britanniques successifs contre les républicains irlandais. Un peu d'histoire.

Le 5 octobre 1974, deux bombes de l'armée républicaine irlandaise (IRA) explosent dans un pub de la ville de Guilford, au sud de Londres. Cinq morts, dans ce lieu fréquenté par des soldats de l'armée britannique. L'IRA a décidé récemment de porter la guerre en Grande-Bretagne même. Le 7 novembre, deux personnes sont tuées dans des circonstances analogues à Woolwich. Le 21, c'est le tour de deux pubs de Birmingham : vingt-et-un morts, soixante blessés.

« Irlandais innocent arrêté par la police britannique pour des bombes de l'IRA posées dans des pubs à soldats. » Source : IRIS.

Sur fond de campagne de presse anti-irlandaise violente, de manifestations à la limite du pogrom dans les quartiers irlandais des grandes métropoles britanniques, les arrestations pleuvent rapidement.

Paul Hill, 20 ans, tout d'abord, originaire de Belfast, arrêté le 28 novembre 1974 à Southampton. Puis Gérard Colon, 20 ans, issu d'une vieille famille républicaine de Belfast, arrêté le 30 à Belfast. Enfin le 3 décembre, Carol Richardson, jeune anglaise de 17 ans et Patrick Armstrong, 24 ans, son ami irlandais, interpellés dans un squatt de banlieue de Londres. Ceux qui vont devenir les « Guilford Four », les quatre de Guilford, avouent aux policiers leur participation à l'attentat du 5 octobre. L'IRA nie toute appartenance des accusés à ses unités. A leur procès, ils clament leur innocence, déclarant que leurs « aveux » ont été extorqués par la violence et la contrainte. Ils seront condamnés sur ces seules pièces à la prison à vie, sans la moindre preuve, sans vérification de leurs alibis. Un témoin à décharge sera même arrêté. Le 6 décembre 1976, quatre membres de la brigade Brixton (quartier populaire de Londres) sont arrêtés. Ils reconnaissent être les auteurs de l'attentat de Guilford.

Malgré cela, malgré une campagne presque ininterrompue en Grande-Bretagne, en Irlande, aux Etats-Unis, il faudra attendre le 21 juillet 1986 pour que le procès soit révisé. Des alibis sont examinés. L'enquête sur la manière dont ont été menés les interrogatoires est accablante. Aujourd'hui, les « quatre de Guilford » sont enfin libres. Mais la liste n'est pas close. Les « six de Birmingham », arrêtés à la même époque pour l'attentat du 21 novembre 1974, sont toujours en prison. Eux aussi sont innocents ; les flics responsables de leurs « aveux », la West Midland Police Force, ont été démantelés. Mais la révision de leur procès a été refusée l'année dernière pour — et c'est la version officielle — « raison d'Etat ». En Grande-Bretagne comme en Irlande du Nord, être Irlandais catholique c'est être présumé coupable. Thatcher peut encore compter sur un système judiciaire d'exception pour sa guerre en Irlande, assurée de la collaboration des autorités de Dublin, dont les vaines protestations ne doivent leurrer personne.

« *Il est impropre pour un pays d'acquérir un territoire par une guerre...* », vient-elle de déclarer au Japon. La majorité du peuple irlandais ne pense pas autrement... autrement...

Denis MARCHAND
(gr. Francisco-Sabate)

N°766 JEUDI 26 OCTOBRE 1989

RÉVOLUTION FRANÇAISE

Révolution, quand tu nous tiens !

Le vendredi 30 juin, Radio-Libertaire a clos son cycle de réflexion sur la Révolution française. Nous avons organisé un débat, à l'heure de « L'invité hebdomadaire », réunissant Maurice Agulhon, un membre de l'association AD 89, Patrick Cingolani, Thierry Paquot et Jean-Paul Thomas, sur la base de l'ouvrage : *L'Etat de la France pendant la Révolution* (éd. La Découverte).

Yves PEYRAUT

Il est de mode de faire parler la Révolution, en cette époque de festivités : R. Debray, D. Bensaïd, engagent la Révolution dans des confessions, des diatribes parfois bien utiles. Car cette révolution sert désormais tous les brouets, et le bicentenaire vient à point rappeler que le thème de la révolution constitue encore une ligne de démarcation très nette entre les options politiques. Ce n'est pourtant pas une raison pour ne pas désigner quelques enjeux dont il conviendrait encore de débattre.

Certes, nous vivons des acquis politiques de la Révolution : droits de l'Homme, Etat de droit, espace public de décision. Certes encore, l'actualité nous montre aussi que nous sommes loin de savoir vers quoi nous pouvons nous orienter. C'est en quoi la relecture du passé ne doit pas se contenter d'être un geste antiquaire.

Une et indivisible : la République ?

Force est de constater que si le droit ne vient pas au jour par le droit mais par la violence, c'est que quelque chose (ou quelqu'un) lui résiste et que cette violence-là répond à une première violence déjà instaurée. Dès lors, l'analyse de la Révolution française doit tenir compte de trois choses : de l'opposition aristocratie-bourgeoisie ; de la violence propre du nouvel appareil d'Etat et de l'exercice bourgeois du pouvoir ; des formes du rapport bourgeoisie-forces populaires, fluctuantes tout au long de la période révolutionnaire. Une lecture de cette période peut-elle éviter la question des classes sociales ?

Tout commence, apparemment, par des Cahiers de Doléances. Ils énoncent avec vigueur les violences des castes monarchiques : servage (en 1789, il y a encore 1 500 000 serfs), droits de chasse, juridictions seigneuriales, etc. En vérité, ces derniers constituent des témoignages précieux d'une mentalité. Ils cristallisent des objectifs contradictoires (entre les Ordres, mais aussi entre le Tiers-Etat, les paysans et le peuple urbain). L'histoire n'y prend-elle pas le sens d'un processus de rupture ?

Au nombre des modes de formation d'une conscience révolutionnaire, ces Cahiers manifestent avec éclat les ressources morales et les injonctions civiques dont un peuple se fait le porteur dans une situation de crise organique de la société. Comment dans une révolution un peuple se fait-il sujet de lui-même ?

Un peuple actif

Toutefois, ces Cahiers ont d'autant plus d'ampleur que la mobilisation de la bourgeoisie et du peuple est forte. Dès avant 1789, les idées sont soutenues par des actes et des forces sociales en mouvement. Des mouvements populaires se développent notamment contre le prix du pain. Que seraient les idées sans ces actes ?

Dans un pays essentiellement rural, ce sont les paysans qui feront pression les premiers. Les grandes jacqueries se dérouleront en quatre phases : hiver 89-90, hiver 90-91, été 91, printemps 92. Ces jacqueries auront plusieurs effets : elles étendent la Révolution à la province, non sans provoquer en même temps la méfiance des bourgeoisies locales qui en profiteront pour renforcer les Gardes municipales. Comment se fait-il que l'on ne voit guère les paysans qu'au travers des Chouans, et d'ailleurs que sait-on d'eux ?

En juillet 88, des témoins racontent déjà les premières manifestations de pillage des greniers à grains. Arthur Young, visitant le royaume, constate des attaques contre la propriété seigneuriale, des refus de payer les droits seigneuriaux et les impôts royaux. Dans certains départements, des taxations populaires du pain, de la farine et du blé, ont lieu. Qui confisquera ces mouvements ?

Bien sûr, on y a vu (E. Burke) la mise en branle de foules sanguinaires, criminelles. Un peuple en action fait peur. Toutes les réactions populaires font l'objet de mépris de ce genre : ce sont des voyous, des assassins. En fait, ces foules se révoltent et en même temps trouvent dans leur révolte les voies de leur politisation. Qui les étudie ?

L'Etat du Tiers-Etat

Certes, la bourgeoisie, le 17 juin, prend de sa propre initiative la responsabilité de former une Assemblée nationale. Mais, cette victoire ne sera complète qu'à partir du moment où, le 23 juin, le peuple de Paris envahira Versailles pour soutenir les députés contre le roi. Comment la bourgeoisie se sert-elle du peuple et de l'armée ?

On le voit bien lorsque le 26 août 89 l'Assemblée vote la liberté de commerce des grains, alors que le pain est l'objet de révoltes populaires. Devant l'accentuation de la révolte, elle est obligée de voter la loi martiale. On le voit non moins dans les hésitations, de courte durée, concernant la définition du citoyen et du cens électoral. Quant à la loi Le Chapelier, elle ne fera que confirmer ces conflits Tiers-Etat/forces populaires. Comment se fait-il que les discours sur la Révolution évoquent de moins en moins les pratiques de cette classe ?

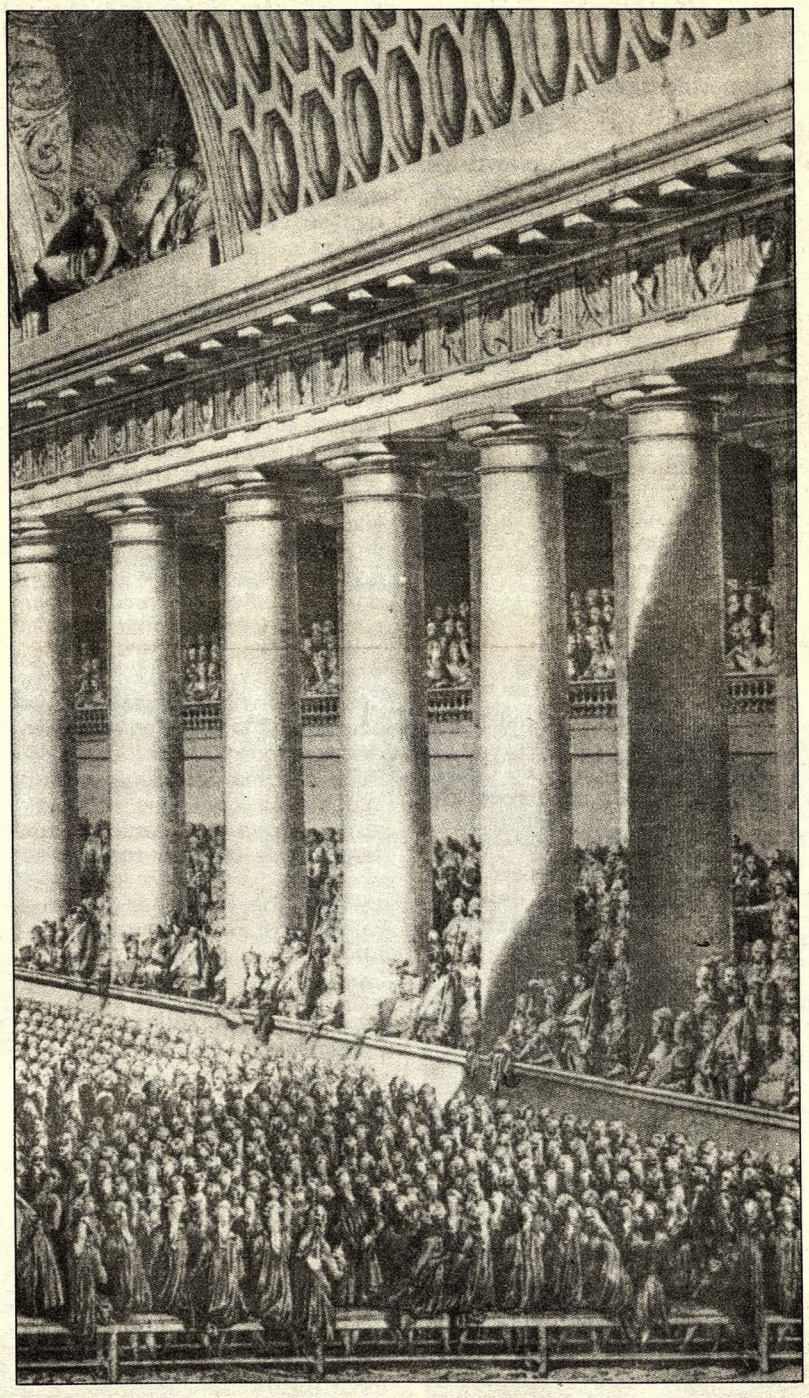
Devant le nouvel espace public ainsi constitué, celui du droit, les nouveaux affrontements témoignent rapidement des diffractions qui séparent la bourgeoisie du peuple. Les décisions successives sont tantôt le fruit des revendications strictement liées aux impératifs de la nouvelle classe dominante, tantôt le résultat de pressions populaires. Ce qui se manifestera d'autant dans la Terreur. Mais que sera-t-elle ?

L'exercice unificateur du pouvoir

On le voit bien maintenant, la mise en exercice du nouveau pouvoir ne s'accomplira qu'à deux conditions. D'une part, il lui fallut tenir compte des masses pour arriver à ses fins contre l'Ancien Régime. Mais, d'autre part, ses décisions sont soumises aux fluctations des rapports de force internes aux groupes sociaux participant à la Révolution. Qu'est-ce qu'exercer un pouvoir ?

Parmi les techniques nouvelles utilisées par le nouveau régime se trouvent un certain nombre de disciplines d'unification. Et parmi elles, celles qui visent à mettre la mémoire au service de la République naissante et de son unification.

La République comprend très rapidement qu'elle doit élever ses premiers monuments dans la mémoire des citoyens, comme des « traces ineffaçables » (Grétry), si elle veut enraciner le principe républicain. En donnant un pli à la mémoire, en l'« imprégnant » et en la « vivifiant » (F.A. Daubermesnil, An IV), elle impose des stries profondes grâce auxquelles on



pourra obtenir le réveil de la volonté lorsqu'il en sera temps. Quand ? Lors de la Commune de Paris, à la Libération, aujourd'hui ?

Conjointement, la religion républicaine est exaltée au cours des cérémonies plus grandioses : enterrement de Marat, enterrement de Le Peletier de Saint-Fargeau. Il importe alors de hausser au sublime la vertu civique populaire. Par deux traits : le sentimentalisme, l'appel à l'affectif, et la primauté de la nation. Comment la République utilise-t-elle le sacré, le religieux, le sentiment national ?

Des faits de mémoire

C'est dès la Révolution elle-même que le problème de la commémoration fut posé. Spectacles, fêtes, mais aussi muséum et galeries participent à une volonté de mémorisation. L'Assemblée vote, le 21 septembre 1791, à l'unanimité, un article additif à l'acte constitutionnel : « *L'établissement de fêtes, pour conserver le souvenir de la Révolution française... afin d'entretenir la fraternité entre les citoyens, les attacher à la patrie et aux lois* ». En vue de quoi ?

Un peuple sans mémoire est un peuple perdu, et livré à l'arbitraire. Soit. Mais la mémoire a une autre portée : elle joue un rôle essentiel dans les rapports sociaux qu'elle contribue à entretenir, et dont elle permet d'anticiper les transformations. Elle est ouverture sur le futur à partir des données du présent. Quel est notre futur ?

Certes, ce n'est que par le décret du 10 Thermidor An IV que la commémoration du 14 juillet ainsi que celle du 10 août est définitivement assise. Entre temps, il a fallu s'assurer du choix des époques mémorables : 14 juillet, 10 août, 1e Vendémiaire, 9 Thermidor, 18 Fructidor ? Quels choix opérons-nous aujourd'hui ?

Mémoire, volonté et histoire

Ces questions, et bien d'autres, méritent d'être débattues. En vérité, ce qui importe le plus, c'est de rendre un sens politique à une rupture dans le cours de l'histoire. Nous engageons, dans ce sens, les traits les plus patents de la volonté contemporaine. Le monde futur de notre vouloir ne peut se dessiner dans la seule mémoire. Il requiert une analyse du présent qui ne masque ni les problèmes de citoyenneté, ni ceux des différences, ni, enfin, ceux des rapports internationaux.

Christian Ruby

Classiques de l'anarchisme

Une question (parmi d'autres) embarrasse depuis longtemps le mouvement libertaire : faut-il, ou non, soutenir les luttes dites de libération nationale ? Pour nourrir nos débats actuels, il n'est pas inutile d'écouter ce que disait Pierre Kropotkine, il y a juste cent ans, dans une brochure qui était intitulée : *Un siècle d'attente* et qui commémorait à sa manière le centenaire de 1789.

Yves Peyraut

Mais le dix-neuvième siècle a encore à son actif une autre conquête qu'il faut mentionner. Il a, le premier, reconnu les droits des nationalités ; et ici encore, son œuvre est près de s'achever.

La Grèce, qui gémissait sous le joug des Turcs, est libre. L'Italie, naguère encore taillée en morceaux, est une : l'étranger ne foule plus son sol. La Hongrie est indépendante. Les Etats des Balkans ne sont plus dominés par les Turcs. Restent encore l'Irlande et la Pologne qui cherchent à conquérir leur indépendance, la Finlande, toujours menacée par le caprice de l'empereur russe, et les petites nationalités slaves opprimées aujourd'hui sous la domination hongroise, comme les Hongrois l'étaient jadis sous la domination allemande, tandis que la Serbie et la Bulgarie sont des jouets aux mains des deux voisins : le cousin d'Autriche et le cousin de Russie.

Cette question des nationalités peut sembler futile aux travailleurs de l'Europe occidentale, qui heureusement ne savent pas ce que c'est que d'être dominé par l'étranger, de se voir contrarié dans ses habitudes, offusqué par la morgue du soi-disant maître, par son caractère national différent, son mépris pour la race conquise. Mais pour ceux qui ont souffert de cette tyrannie, l'indépendance nationale prime tout le reste.

Le paysan s'unit avec le seigneur dans une haine commune, oubliant que son compatriote sera tout aussi dur que l'étranger dès qu'il sera maître à son tour. Peu importe : il hait l'étranger, parce que tout en lui, — sa manière de parler, de marcher, de traiter le peuple conquis — lui répugne. Dans une nation soumise à une autre, le progrès, la marche en avant, sont étouffés en germe. Voyez la Serbie : point de question sociale tant que le Turc gouvernait. Mais le Turc repoussé, la question sociale se dresse soudain. Parlez socialisme à l'Irlandais, il vous répondra : « *Chassons d'abord l'Anglais !* » Il a tort ; certainement il a tort ; mais la haine de race l'emporte sur le raisonnement.

Aussi l'histoire du dix-neuvième siècle est-elle un long martyrologe des patriotes cherchant à émanciper les peuples du joug étranger. Nous admirons aujourd'hui la jeunesse russe, nous nous extasions devant son dévouement, nous pleurons ses souffrances. Mais sachons que toutes ces souffrances sont peu de chose en comparaison de ce qui fut subi par les sociétés secrètes de la « jeune Hongrie », la « jeune Pologne », la « jeune Italie » surtout, — bourgeois et travailleurs unis dans une idée commune, l'émancipation de la patrie.

Pierre Kropotkine

N°766 JEUDI 26 OCTOBRE 1989

NOTE DE LECTURE

« L'homme à genoux »

LA plupart de ses lecteurs l'ignorent peut-être, mais Agustin Gomez-Arcos est l'un des auteurs contemporains de langue française les plus traduits à l'étranger. Ce qui est plutôt étonnant, car il ne s'agit pas précisément d'un auteur qui ménage les susceptibilités de son public. Son œuvre est en effet très sombre, très critque à l'égard de la société actuelle, et certains thèmes reviennent avec régularité : l'oppression totalitaire, la « dissidence sexuelle », la disparition des valeurs ancestrales... Ajoutons à cela la dénonciation du pouvoir (en l'occurrence, de tous les pouvoirs) et surtout l'apologie de la révolte des victimes, et l'œuvre de cet écrivain apparaîtra foncièrement libertaire.

L'œuvre d'Agustin Gomez-Arcos semble se diviser en deux périodes. La première, qui a été marquée par le succès, s'étend approximativement de ses débuts littéraires (tout au moins en France, car l'auteur a produit en Espagne de nombreuses pièces de théâtre, mais la censure qui le frappait l'a conduit à s'exiler) jusqu'à la fin des années 70, c'est-à-dire de *L'Agneau carnivore* (éd. Stock, 1975) à *Scène de chasse (furtive)* (éd. Stock, 1978). Le prix Hermès a été attribué à *L'Agneau carnivore,* trois prix ont récompensé *Ana Non* (éd. Stock, 1977 ; ce livre sera adapté à la télévision)... Ces titres, ainsi d'ailleurs que *Maria Republica* (éd. Stock, 1976), seront ensuite publiés dans des collections de poche. Ils prennent tous pour cadre l'Espagne franquiste, qu'ils dénoncent vivement.

Usant avec talent d'un certain cynisme, Agustin Gomez-Arcos concède que l'ensemble de son œuvre peut s'articuler autour d'un thème privilégié : la « révolte des victimes ». Ses personnages vivent en effet, de différentes façons, une semblable oppression. L'Espagne franquiste a accumulé les tares des régimes totalitaires, ce qui ne surprend évidemment pas, mais également celles des régimes démocratiques (la présence envahissante des appareils administratifs, l'émergence d'une classe moyenne cherchant à s'emparer des rouages du pouvoir, etc.). L'Histoire explique cette situation. L'Espagne était le seul pays d'Europe occidentale à avoir conservé un régime que Mussolini et Hitler avaient contribué à mettre en place. Pour prix de sa survie, au lendemain de la Libération, il lui revenait pourtant de se confomer à quelques règles en vigueur plus au nord... C'est contre ce pays, à cheval sur plusieurs cultures, en proie à l' « américanisation », doté d'un régime politique bâtard, que Gomez-Arcos va concentrer ses attaques. Ses critiques sont féroces et atteignent, pêle-mêle, le militarisme, omniprésent, le cléricalisme, véritable pilier du régime, mais également les mœurs traditionnelles encouragées par le gouvernement, qui nuisent à l'émancipation de tout un peuple.

Une seconde période peut être signalée dans son œuvre, reprenant globalement les mêmes thèmes. Dans ces ouvrages plus récent (disons de *Pré-papa ou roman de fées* (éd. Stock, 1979), au dernier : *L'Homme à genoux*), Agustin Gomez-Arcos se montre plus polémiste. Le ton de ses romans évolue vers un cynisme de plus en plus « froid », vers une critique de plus en plus acerbe de la société actuelle. L'auteur ne néglige pas la critique de l'ère franquiste (et la trame de plusieurs de ses romans se situe à nouveau en cette période : *L'Enfant miraculée* (éd. Fayard, 1981), *L'Enfant pain* (éd. Le Seuil, 1983), etc.), mais il observe, sans pitié, les changements entraînés par la mort de Franco. Et ceux-ci, à son grand regret, sont à la fois minimes, puisque les structures politiques et les hommes dirigeant le pays ont, finalement, peu changé, et d'importance, puisque l' « américanisation » du pays s'accélère et que l'Espagne — intégration dans la CEE oblige ! — est en pleine mutation. Mais cette incontestable transformation laisse sceptique Agustin Gomez-Arcos. Que les idéaux qui ont animé les Républicains de 1936 sont loin !, se lamente-t-il souvent en substance.

Les personnages centraux de ses précédents ouvrages étaient en général des « victimes », des individus mis au ban de la société et qui, par un geste salutaire et désespéré, finissaient cependant par retourner la situation sinon en leur faveur, tout au moins à l'encontre de leurs ennemis. *L'Homme à genoux,* lui, n'a même plus cette solution. Son suicide n'a pas l'apparence d'un défi, mais, bien au contraire, d'une défaite. Son échec est total. La social-démocratie lamine l'espoir et la révolte des individus mieux que ne pourrait le faire un régime autoritaire. L'homme dispose maintenant de nombreux droits, c'est entendu, mais tous les éléments du jeu — cette compétition entretenue par une société où le profit coûte que coûte s'apparente à une déontologie — ne sont pas entre ses mains. Ses mains, elles lui servent à travailler pour un salaire qui, parfois, ne lui permet même pas de ne pas mourir de faim. Et lorsque le travail vient à manquer, elles ne lui servent plus qu'à mendier dans les rues.

L'Homme à genoux est un roman limpide et déroutant. Limpide, parce que le sujet de ce livre ne souffre d'aucun problème d'interprétation. Il possède le mérite (?) d'avoir été trop peu traité, les auteurs se désolant plus volontiers des « petites misères » des « bien nourris » et des « bien-pensants » que des difficultés quotidiennes affectant de vulgaires chômeurs... Agustin Gomez-Arcos évoque avec beaucoup de pudeur, en dépit de ce qu'une lecture hâtive pourrait laisser penser, cet homme contraint de se mettre à genoux pour apitoyer les passants et remisant dans un coin de sa mémoire sa fierté d'hier. Mais ce roman est aussi déroutant, car l'auteur se plaît à effectuer de fréquents retours en arrière, plaçant en parallèle les joies que « l'homme à genoux » a connues dans le passé, aux affronts qu'il lui faut subir à présent. Il place aussi son personnage dans des situations qui, pour plausibles qu'elles soient, donnent l'impression d'appuyer avant tout une démonstration. Agustin Gomez-Arcos entend prouver que la misère peut être inéluctable en nos sociétés d'abondance. Peut-être le fait-il avec trop de vigueur. Mais la démarche est louable, et il serait puéril de la lui reprocher. Assurément, *L'Homme à genoux* est un livre qui dérangera les convictions de nombreux lecteurs. Agustin Gomez-Arcos a donc, une nouvelle fois, atteint sa cible.

Thierry MARICOURT

ALAIN AURENCHE

La fureur de dire

LE comparer aux plus grands, aux aînés tels que Brel, Ferré ou Caussimon, est un bien court chemin pour cerner tout à fait le personnage. Il faut savoir aller plus loin, la personnalité et le talent d'Aurenche sont bien trop puissants pour être noyés dans la « référence ». Il existe pour ce qu'il chante. Par ce qu'il chante.

Aurenche est un voyage de violence et passion, lueur d'espoir et désillusions, cris de haine et mots d'amour. Un univers fort, aux couleurs rouges et noires, bercé entre tendresse et déchirure... Comme un cœur à ciel ouvert, évidant ses chagrins, ses rancœurs, ses désirs. Un mélange de détresse et de souffle de vraie vie, de réalisme lucide, parfois brutal, et de rêveries solitaires.

Aurenche est un talent sans concession, plein de cette fureur adolescente qui refuse de plier, comme un éternel combat par cette chanson « coup de poing » à l'état brut. De la poésie fiévreuse, à bout portant, en plein cœur... Et toujours cette constante, ce leitmotiv tapi au creux des rimes, comme un cri d'amour étouffé qui rêve de s'épandre.

Qu'il chante la fin pathétique de *Rimbaud,* la détresse violente de *Gilles de Rais* ou la nostalgie douce-amère de *La vie qui passe,* Aurenche a su trouver l'art de venir parler au cœur, pour le faire bondir ou battre la chamade. Une belle victoire sur l'indifférence.

Johan GAP

Au Café de la Danse, dimanche 29 octobre 1989 à 17 h, 5, passage Louis-Philippe, 75011 Paris (m° Bastille), tél. 48 05 57 22. 80 F au lieu de 100 F pour les porteurs de la carte de Radio Libertaire et les lecteurs du Monde libertaire.

Sélections de Radio-Libertaire

Jeudi 26 octobre

« Fruit de la passion » (19 h 30 à 20 h 30) : avec Geneviève Pastre.
« L'atelier » (20 h 30 à 22 h 30) : invités : Robert Combas et Hervé Dirosa.

Vendredi 27 octobre

« Emergences » (21 h à 22 h 30) : « La tentation du savoir ». Réflexion d'un fils d'ouvrier évolutif.
« Contact » (22 h 30 à 3 h) : La religion, avec la participation d'un militant anarchiste, ex-étudiant en théologie protestante, qui expliquera son itinéraire du protestantisme à l'anarchie, avec les auditeurs au 42 62 90 51.

Samedi 28 octobre

« Noirs desseins » (19 h 30 à 21 h) : introduction à l'anarchie.

Mardi 31 octobre

« Canelle et cerises » (9 h à 10 h) : musique et lectures autour du thème de la mort.
« Enlivrez-vous » (18 h à 19 h 30) : Dan Franck, pour « Le Cimetière des fous » (flammarion).

Monde Lib. 26-10-89 p11

NOTE DE LECTURE

« Au cœur des radios libres »

LES livres consacrés à l'audiovisuel ne sont pas très nombreux, et ceux dédiés à la bande FM rarissimes. A part *La Folle Histoire des radios libres* de Jean Eskenazi et Annick Cojean... En voilà donc un qui comble un espace inoccupé. Il est signé par Jean Benetière et Jacques Soncin, animateurs de deux radios du Sud-Est de la France (1). Ce livre a le mérite de plonger au cœur d'un certain nombre de radios, et de fédérations, dont la vie nous est contée avec force détails. Certains d'ailleurs devraient provoquer des grincements de dents... Radio-Libertaire y est abondamment citée, avec, entre autres, une interview de Lucien Loiacono.

Ce bouquin s'appuie sur une abondante documentation, mais il privilégie les monographies et les interviews au détriment d'un exposé détaillé de l'aventure générale des radios libres. Cela conduit les auteurs à des présentations parfois erronées des événements. C'est ainsi qu'à propos des saisies du mois d'août 83 ils écrivent :

« Malgré la manifestation de soutien aux quinze pirates, seule Radio-Libertaire sera repêchée par la Haute Autorité, tandis que Radio Mouvance reprendra ses émissions en toute illégalité. Les autres ne s'en relèveront pas. »

Or Radio Show a réémis à partir du mois d'octobre et surtout il n'y a pas eu de manifestation de soutien aux quinze pirates.
Il y a eu, le 3 septembre, une grosse manifestation uniquement organisée par Radio-Libertaire, à laquelle se sont jointes quelques autres radios. Donc le « repêchage » ne sera pas le fait d'une discrimination particulière, mais celui d'un rapport de forces, seule notion que connaissent les princes qui nous gouvernent.

Enfin, on peut regretter que ce livre accorde beaucoup de place à des individus qui n'ont pas particulièrement rehaussé le prestige de la bande FM. C'est leur faire beaucoup d'honneur...

Malgré ces quelques commentaires critiques, les apports positifs de ce bouquin l'emportent largement. Un livre à conseiller à tous ceux que le radio-librisme passionne (2).

Yves Peyraut

(1) Radio Galère à Marseille et Radio Vega à Valence.

(2) « Au cœur des radios libres », éd. Logiques Sociales - L'Harmattan. En vente à la Librairie du Monde libertaire : 130 F.

Monde Lib. 26-10-89 p11

Un héros de notre temps : Mouna

LE pavé parisien a ses habitués. Nombreux sont ceux qui, lors de manifestations ou autres réjouissances de ce type, ont toujours aperçu avec joie ce petit bonhomme au béret couvert de badges : MOUNA. Ils sont en effet ses seules « médailles » comme il aime souvent à le rappeler lors de ses harangues quasi quotidiennes à la foule des badauds de Beaubourg ou d'ailleurs. Homme de nombreux combats, Don Quichotte des temps modernes, il se bat depuis de longues décennies contre l'abrutissement général, contre l'armée, contre la connerie humaine, contre le fric, contre les curés,... (la liste est très très longue...) Mais qui est-il vraiment cet homme qui se nomme lui-même Aguigui Mouna ?

Les réponses à ces interrogations sont maintenant visibles grâce au film de Bernard Baissat. En effet, ce cinéaste, connu pour ses différentes créations sur May Picqueray, Eugène Bizeau ou plus récemment sur *le Canard enchaîné,* nous brosse un portrait de ce militant infatigable et « révolutionnaire ». Etrange et extravagant le parcours de ce personnage qui, parti de rien, arrive aujourd'hui à 78 ans à l'aube du troisième millénaire avec un moral, une fraîcheur et une exigence de vie que peu d'hommes ont su garder. Il n'a renoncé à aucun de ses idéaux où l'humour, dévastateur et revigorant, est constamment présent, vital.

Mouna, un film de Bernard Baissat, fait entrer ce trublion poète dans l'histoire de ce pays où les itinéraires politiques de beaucoup ressemblent souvent à des renoncements, à des petites et bien sales compromissions, bref à des retournements de vestes. Avec une technique d'interview minimaliste, le réalisateur disparaît derrière son sujet ; il laisse la parole à l'homme qu'il filme sobrement.

Peu de mouvements d'appareil, seuls subsistent les sentiments du héros, le tout avec beaucoup d'humour, de petites pauses musicales ou chantées et surtout de fraîcheur. Une simple et réelle histoire d'un être essentiellement humain : André Dupont.

Le film de Bernard Baissat sort le 25 octobre 1989 au cinéma Saint-André-des-Arts, M° Saint-Michel.

Salim de « Fondu au noir »

N°766 JEUDI 26 OCTOBRE 1989

Le PCF pourra-t-il longtemps encore résister à la perestroïka ?

PENDANT longtemps, nous avons cru que le socialisme à visage inhumain des pays de l'Est resterait à jamais inhumain. Prisonnier de sa logique étatique et totalitaire. Incapable de la moindre réforme. Condamné à pourrir sur pied jusqu'à l'explosion ou l'implosion.

Pendant longtemps, nous avons cru que le Parti communiste français resterait à jamais ce qu'il a toujours été. Un parti-godillot aux ordres de Moscou. Une formidable machine à briser les intelligences et les cœurs. Un désert pour la démocratie. Un tombeau pour la moindre velléité de déstalinisation.

Pendant longtemps, nous avons cru que l'impuissance du dinosaure marxiste à évoluer était inscrite dans ses génies et le vouait è l'inéluctable de l'archaïsme et de l'anarchisme.

Pendant longemps, nous avons cru que l'affaiblissement du monstre, en révélant aux yeux du plus grand nombre l'imposture marxo-lénino-stalinienne, poserait le socialisme libertaire en ultime alternative au capitalisme et nous permettrait ainsi de réaccéder à la légitimité et à la mobilité : pendant longtemps...

A l'Est rien de nouveau ?

Depuis l'arrivée de Gorbatchev « aux affaires », les pays de l'Est sont incontestablement en train de changer de visage.

Terminée en effet l'époque de la guerre froide, de l'expansionnisme à tout crin, de la langue de bois et des chars soviétiques à Berlin, Budapest ou Prague.

Désormais on s'engage dans un processus de désarmement, on se retire d'Afghanistan, on esquisse des réformes économiques, et on commence à faire quelques pas sur la voie du pluralisme politique et de la démocratie.

En Pologne, le gouvernement est passé en douceur aux mains de Solidarnośc. En Hongrie, le Parti communiste s'est carrément dissout et le pays s'apprête à se doter d'un régime parlementaire. En Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie, les vagues de la jeunesse et de l'opposition démocratique viennent battre sans relâche et de plus en plus fort aux pieds de la citadelle du pouvoir...

Bref, c'est peu dire qu'en quelques années il s'est passé un certain nombre de choses dans des pays dont on disait ici et là qu'ils étaient voués à la pénombre « éternelle » tant que le « communisme » y règnerait en maître.

Certes rien ne permet aujourd'hui de savoir si le processus actuellement en cours aura le temps de s'approfondir tant il est vrai que l'issue du combat entre les anciens et les modernes reste encore incertaine.

Certes tout permet aujourd'hui de penser que le processus actuellement en cours, consistant pour l'essentiel à s'engager sur la voie de l'économie de marché et sur celle de la démocratie bourgeoise, l'intolérable de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme n'est pas à la veille de disparaître du paysage.

Mais n'empêche ! pour toute une partie des populations est-européennes et la totalité de leur jeunesse, l'espoir a succédé à la résignation et on se ferait rire au nez si d'aventure on s'avisait de leur expliquer que rien n'a fondamentalement changé depuis Gorbatchev et que le voyage vers la social-démocratie et la démocratie bourgeoise ne vaut pas le coup.

PCF : le monde à l'envers

A l'heure où l'Europe de l'Est s'engage sur la voie d'une déstabilisation sans précédent, le Parti communiste français, une fois n'est pas coutume, fait preuve d'une indépendance certaine à l'égard de Moscou, et, solidement campé sur le sacro-saint centralisme démocratique, il s'oppose avec rage à tout virage pérestroïkiste. Le grand frère soviétique a beau se faire le chantre d'une certaine social-démocratisation, de l'économie mixte, du pluralisme politique..., il persévère dans sa dénonciation des socio-traîtres et continue à chanter les louanges de l'étatisme économique et de l'unanimisme politique. Son effondrement électoral et militant a beau se poursuivre, il s'obstine dans un sectarisme gauchiste que les gauchistes eux-mêmes ont abandonné depuis belle lurette.

Bref, reniant par là même plus de cinquante ans de servilité, le PCF s'insurge ouvertement contre le concept de modèle. Et même une lutte au couteau contre tous les « moscoutaires » infiltrés dans ses rangs. En 1984, c'était Juquin et les rénovateurs qui passaient les premiers au pilon de l'opprobe orthodoxe. Ensuite c'était le tour des reconstructeurs. Et bientôt ça va être celui de Fiterman et des refondateurs.

Mais si le PCF a les moyens de rejeter ceux qui, vague de contestation réformatrice après vague de contestation réformatrice, ne cessent de partir à l'assaut d'un immobilisme crispé sur le passé, pourra-t-il encore longtemps résister aux discours, aux idées et aux espoirs que véhiculent avec eux tous ceux qui par opportunité ou en toute sincérité prennent leurs distances avec ce qui devient chaque jour un peu plus une caricature.

Demain les refondateurs

Disons-le tout net, la lettre que Charles Fiterman a adressé le jeudi 12 octobre au comité central et qui va tenir lieu de manifeste à tous ceux qui comme lui veulent refondre le PCF est d'une intelligence politique rare.

Charles Fiterman a en effet commencé par faire un certain nombre de constats. « *La politique de désarmement dans laquelle tendent à s'engager l'URSS et les Etats-Unis,* nous dit-il, *n'a plus comme seule perspective la coexistence pacifique des Etats, mais un changement général des mentalités contre toute forme de violence faite aux hommes. Pas à pas, dans un processus complexe, à la politique de la force tend à se substituer la force de la politique comme mode de règlement des contradictions sociales : dans le même ordre d'idées, la démocratie émerge puissamment comme donnée fondamentale de l'organisation des sociétés, quel qu'en soit le régime politique.* »

De ces constats qui ne font que décrire une réalité dominée par une incontestable évolution des sociétés occidentales de l'Ouest et de l'Est, tant au plan économique, politique, social ou culturel, Fiterman conclut que pour réaccéder à la crédibilité, le PCF, s'il doit être dans les luttes des exploités et des opprimés, doit également être porteur « *d'idées, d'espoirs et de rêves* ». Et pour ce faire, « *pour refonder une identité communiste moderne* », il doit s'atteler à un puissant travail de fond politique, idéologique et théorique. Etre porteur d'un véritable projet de société adapté à l'époque actuelle. D'un projet qui, tenant compte des mutations sociétaires et sociales en cours, définirait ou redéfinirait un certain nombre de problématiques relatives notamment à « *la propriété sociale, la nationalisation, la gestion, la mixité des formes économiques, au type de croissance, à la coopération internationale, aux institutions et aux nouvelles formes de démocratie, aux exigences éthiques dans les rapports humains.* »

D'ailleurs, nous dit-il, de même que c'est dans les périodes où le PCF a su prendre en charge les intérêts généraux de la nation (1936 et la résistance) qu'il a conquis son audience, « *c'est en nous montrant capable de prendre en charge non seulement les intérêts de telle ou telle catégorie sociale, mais aussi les intérêts généraux de la société... que nous reconquérons notre influence* ».

Bien évidemment, si le PCF s'inscrivait dans cette perspective, c'est toute une pratique et toute une conception du parti qu'il faudrait revoir.

De cela, Charles Fiterman est tout à fait conscient et il n'hésite pas à dire que la « *tendance à jouer les Monsieur plus* » ou le « *messianisme* » qui prévaut actuellement chez les militants se présentant « *en détenteurs de la vérité révélée* » doivent être désormais proscrits. De même pour ce qui concerne le fonctionnement du parti, « *si la démocratie est au cœur de nos objectifs, alors notre pratique doit en tirer des conséquences* ».

On s'en doute, en prenant ouvertement position pour un parti tout à la fois de lutte et porteur d'un projet de société moderne, pour un parti démocratique, pluraliste, ouvert aux débats,... Charles Fiterman s'est fait accuser de plein de choses et les coups de bâton ne vont pas traîner. Mais là n'est pas l'essentiel.

L'essentiel, en effet, est que les temps ont changé et que le PCF ne pourra pas éternellement ne pas en tenir compte.

Alors, verrons-nous demain les refondateurs ou leurs descendants manager le monstre aujourd'hui presque froid ? Cela n'est pas impossible. Et quoi qu'il en soit, mieux vaudrait quand même s'y préparer. Car qu'on ne s'y trompe pas, même si fondamentalement la marge de manœuvre d'une éventuelle réforme du stalinisme est étroite, la vie politique française comme notre propre avenir politique risque de s'en trouver largement affectée.

Pendant longtemps nous avons pensé que le stalinisme était incapable d'évoluer et qu'il suffisait d'attendre qu'il s'effrite ou s'effondre pour retrouver la première place au hit parade de l'espoir. Or malgré son impuissance à évoluer, nous nous sommes enracinés dans la confidentialité microcosmique. Alors si demain le stalinisme, même en demeurant ce qu'il aura du mal à ne plus être, s'essaye à être un peu moins bestial, c'est peu dire que nous ne sommes pas sortis de l'auberge.

Mais là est peut-être notre chance. Car sous la pression de la « concurrence », peut-être commencerons-nous alors par oser l'aventure de notre propre rénovation et réussirons-nous à sortir l'anarchisme de l'idéologie pour le transformer en mouvement social créateur d'histoire. D'histoire moderne, of course.

Jean-Marc RAYNAUD

SOMMAIRE

- **PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste, Amis lecteurs.**
- **PAGE 3, Dans le monde : Afrique du Sud, Editorial.**
- **PAGE 4, Dans le monde : Afrique du Sud, Belgique.**
- **PAGE 5, Les luttes : Grève aux Finances, Conflit Peugeot, Grève à la SOCOMEC, La Santé en Europe, Poussée du CRC.**
- **PAGE 6, Société : L'agro-business, Les gays à Lille, Jehovah le tyran.**
- **PAGE 7, Société : A propos de la Bretagne, Le PNFE.**
- **PAGE 8, Répression : Procès de la mutinerie de Clairvaux, PNFE (fin), Etudiants étrangers.**
- **PAGE 9, Infos internationales : Argentine, Irlande, Italie.**
- **PAGE 10, Histoire : Révolution française, Classiques de l'anarchie.**
- **PAGE 11 : Notes de lecture, chanson, cinéma, sélection de programmes de Radio-Libertaire.**
- **PAGE 12, Politique : Le PCF et la Perestroïka.**